

# LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BÉNIN

57ème ANNÉE - NUMÉRO 813

09 MAI 2003 - 150 Francs CFA

## A L'ÉCOUTE DU PAPE

### LA VÉRITÉ ET LA SOLIDARITÉ SONT NÉCESSAIRES POUR RÉDUIRE LES CONFLITS



(...) Il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui, les médias exercent une influence très puissante et très étendue, en formant et en informant l'opinion publique au niveau local, national et mondial. Tandis que nous réfléchissons sur cela, un passage de l'Épître de saint Paul aux Éphésiens vient à l'esprit: "Que chacun dise la vérité à son prochain; ne sommes-nous pas membres les uns des autres?" (4, 25). Ces paroles de l'Apôtre représentent une bonne synthèse de ce qui devrait être les deux objectifs fondamentaux des communications sociales modernes: faire connaître toujours plus largement la vérité et accroître la solidarité au sein de la famille humaine.

C'est en quelque sorte ce que pensait, il y a quarante ans, mon prédécesseur, le bienheureux pape Jean XXIII lorsqu'il appelait, dans son Encyclique Pacem in Terris, à la "justice et à l'impartialité" dans l'utilisation des "instruments pour la promotion et la diffusion de la compréhension mutuelle entre les nations" (n. 90). J'ai moi-même repris ce même thème dans mon récent Message pour la 37<sup>ème</sup> Journée mondiale des Communications sociales, qui doit être célébrée le 1<sup>er</sup> juin 2003. Dans ce Message, j'ai souligné que "l'exigence morale fondamentale de toute communication est le respect et le service de la vérité". Puis j'ai expliqué que "la liberté de rechercher et de dire ce qui est vrai est essentielle à la communication humaine, pas seulement en ce qui concerne les faits et l'information mais aussi, et surtout, en ce qui concerne la nature et le destin de la personne humaine, la société et le bien commun, et enfin, notre relation avec Dieu" (n. 3, cf. ORLIF n. 5 du 4 février 2003).

La vérité et la solidarité représentent deux des moyens les plus efficaces à notre disposition pour surmonter la haine, résoudre les conflits et éliminer la violence. Ils sont également indispensables pour rétablir et renforcer les liens mutuels de compréhension, de confiance et de compassion qui unissent tous les individus, les personnes et les nations, quel que soit leur origine ethnique ou culturelle. En bref, la vérité et la solidarité sont nécessaires si l'on veut que l'humanité parvienne à édifier une culture de la vie, une civilisation de l'amour, un monde de paix (...)

Vatican, Salle Clementine, le 25 mars 2003

Jean-Paul II

Extrait de son discours à l'adresse des participants à l'Assemblée plénière du Conseil pontifical pour les Communications sociales

## RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE AU BÉNIN LA PHASE DU REGROUPEMENT AMORCÉE

La Constitution du 11 décembre 1990 a consacré, au Bénin, le multipartisme intégral. À ce jour, le ministère en charge de l'intérieur et de la décentralisation a enregistré plus de 150 partis politiques. C'est un record dans la sous-région. Ce nombre record de partis politiques devient inquiétant parce

que pouvant fragiliser la jeune démocratie béninoise encore balbutiante.

Les élections municipales et communales ont eu lieu le 15 décembre dernier au Bénin. Y ont également eu lieu les législatives le 30 mars dernier sans effusion de sang. Si une dizaine de

(Lire la suite à la page 2)

## PRÉSERVATIFS ET VALEURS DE LA FAMILLE A PROPOS DE L'EXPANSION DU VIH/SIDA



Atteint du sida cet homme réfléchit au triste sort qui l'attend car il a peu de temps à vivre.

Chaque année, vers la fin du mois de décembre, le monde découvre à nouveau la réalité de l'épidémie du VIH/SIDA, dans toute sa dureté, à la faveur du déroulement de la Conférence Internationale annuelle sur le SIDA. D'année en année, le compte rendu de l'UNAIDS sur le cours de l'épidémie paraît toujours plus angoissant, à cause, tout particulièrement, des sombres projections présentées pour l'Afrique subsaharienne, avec ce qu'elles signifient pour la vie future de ce continent, et peut-être même pour la survie de ses populations en certains points particulièrement touchés.

Alors que l'épidémie du VIH/SIDA entame sa 23<sup>ème</sup> année de développement, plus de trois millions de personnes sont mortes au cours de l'année 2002 (3,1 millions) à cause du SIDA et cinq millions de personnes ont

(Lire la suite à la page 6)

## LES ENFANTS DITS «SORCIERS» DEMANDENT SECOURS : LA PAROISSE DE GOGOUNOU-BAGOU Y INVITE



Si l'enfant est le plus léger des fardeaux que la femme africaine ne sent jamais, il devient parfois un pesant fardeau pour la famille qui, pour "sauver" ses membres, passe par toutes sortes de stratagèmes afin de l'éviter ou d'œuvrer contre vents et marées à sa disparition. Dire que "lorsque l'enfant apparaît le cercle de la famille applaudit à grands cris" est donc une affirmation relative dans bien des milieux. Le cas des enfants dénommés "sorciers" est très illustrant. En effet, dans le courant du mois de mars, la paroisse de Gogounou-Bagou située dans le diocèse

de Kandi a enregistré trois cas d'enfants dont les mères ont connu la mort à la suite de l'accouchement. Or, dans la mentalité ambiante, de tels enfants sont porteurs de malheurs. C'est dans cette atmosphère de suspicion que sont nés nos trois enfants peuls et gando. Que faire pour se débarrasser de ces enfants "sorciers"? La réponse est simple et spontanée. Il faut les donner immédiatement aux premiers venus ou si l'on veut exercer la sauvagerie médiévale à leur

(Lire la suite à la page 2)



## L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE

## LES ENFANTS DITS «SORCIERS» DEMANDENT SECOURS :

## LA PAROISSE DE GOGOUNOU-BAGOU Y INVITE

(Suite de la première page)

endroit, on n'hésite pas à les envoyer ad patres. Moïse, Immaculée et Rodrigue très chanceux, ont échappé à la mort en trouvant des familles d'accueil grâce à la vigilance et l'amabilité du curé de la paroisse, l'abbé Bertin Vihouégné et de la Sœur Lucie Vidiannagui de la mission peule. Malgré les efforts louables des agents pastoraux pour aider ce peuple à sortir un tant soit peu de l'ignorance, de nombreux enfants «sorcières» continuent malheureusement d'être rejetés ou envoyés simplement à la mort.

Les personnes dites de bonne volonté qui accueillent ces genres d'enfants sont de familles composées pour la plupart des hommes et de femmes de modestes conditions. Leur action nécessite de lourds sacrifices. Toutes personnes capables de soutenir leurs efforts seront donc les bienvenues.

## POURQUOI CE REJET DE L'ENFANT QUI CONSTITUE UNE GRANDE RICHESSE POUR LA FAMILLE AFRICAINE ?

Si le gouvernement de Kérékou II a choisi comme cheval de bataille la santé pour tous, c'est justement parce que la santé physique est la condition primordiale de tout développement «*Mens sana in corpore sano*»<sup>(1)</sup>. Son choix s'inscrit donc dans la même perspective que l'UNICEF et l'OMS qui ne ménagent aucun effort pour voler au secours des pays en détresse du point de vue sanitaire. Point n'est besoin de démontrer que les soins de santé sont un facteur essentiel dans le domaine de la sauvegarde de la vie, de la culture du caractère et du développement de tout l'homme. Cependant, des peuples y demeurent rétifs au point de conserver jalousement leurs vieilles coutumes rétrogrades qui interdisent aux femmes en état de grossesse la consultation prénatale et l'accouchement à la maternité. Il est indéniable que le gouvernement déploie des efforts non moins importants en matière de la santé. Pour preuve il y a la construction des centres de santé, les vaccinations périodiques, les vastes programmes de sensibilisation des masses. Tout cela est soutenu par l'effort insoupçonnable de l'Eglise à travers ses séances d'animation rurale et son programme d'alphabétisation en langue fulfulde pour ne parler que du diocèse de Kandi. Malgré ses efforts, des populations de nos campements peuls s'obstinent à vivre encore à l'état primaire. Résultat : en cascade, des enfants deviennent orphelins à la naissance, chose pourtant évitable à nos jours avec l'heureuse évolution de la science.

Au regard de tout cela, est-il encore possible de parler d'inégalités naturelles comme certains pessimistes se plaisent à l'affirmer ? N'est-ce pas le peuple peul puisque c'est de lui qu'il est ici question qui se refuse à s'ouvrir à la médecine moderne ? La réponse est sans ambages oui. Et c'est le changement de mentalité qui peut

permettre une amorce de solution ! Chez certains peuples, les peuls par exemple, il faut, à l'accouchement, surveiller de près la position de l'enfant afin de décider de son sort. Si l'enfant vient au monde en adoptant une position différente de la normale, il est ipso facto relegué au rang des enfants «sorcières». Son arrêt de rejet du milieu ou de la mort est automatiquement signé. Et s'il advenait que la mère décède à la suite de l'accouchement, le nouveau-né est purement et simplement passible de mort.

La situation devient dramatique quand des vieux prétendus sages se plaisent à ramer à contre courant de la position juste, malgré la présence des bonnes volontés qui ne ménagent aucun effort quant à la sensibilisation de ce peuple. Pour ces vieux qui se prennent pour des sages, il n'est pas question d'aller accoucher à la maternité qui n'est que la Boîte de Pandore de l'époque moderne. Ainsi, «la maternité est le centre de distribution du VIH/SIDA» et par conséquent, le centre le plus à craindre. Lesdits sages véhiculent ces idées drainant ainsi dans l'erreur une foule de gens incultes étant donné leurs influences dans le milieu. Faudrait-il baisser les bras et s'avouer vaincu face à eux ? Certes non. Nous devons redoubler d'efforts afin de nous dresser comme un seul homme pour lutter contre ce comportement d'un autre monde.

## DES MANQUES À GAGNER

S'il est vrai que le changement de mentalité apparaît comme la solution juste pour briser ce cercle, il n'en demeure pas moins vrai que l'Etat doit revoir sa politique sanitaire. Construire des centres de santé qui relieraient les campements entre eux serait un début de solution. Ainsi, les accouchements à risque pourraient diminuer. En effet, la longue distance qui sépare souvent les campements des centres de santé occasionne trop souvent la mortalité des femmes en travail. Bien que voulant obéir des fois aux conseils des agents pastoraux, des femmes arrivent trop souvent à la maternité environnante fatiguées et déprimées. A la construction des centres de santé ainsi souhaitée, il faudrait ajouter la sensibilisation des agents de santé aux réalités peules. Certains agents de santé oublient trop vite leur serment jusqu'à refuser impudemment d'aller vacciner les peuls dans leurs campements. Pourtant, le serment d'Hippocrate met en demeure les agents de santé de respecter les règles déontologiques de leur métier. Mieux, il faut conserver et défendre la vie jusqu'au don de soi. Hippocrate se donnait corps et âme à tous les malades avec une bravoure sereine et l'ivresse de l'oubli.

Pour la petite histoire, il y a eu une année où Monseigneur Clet Félho, évêque de Kandi, a été obligé de saisir

leurs responsables hiérarchiques avant que la vaccination ne soit faite aux Peuls. Est-ce concevable ! Et où allions-nous avec cette inconscience professionnelle ?

Agents de santé, devenez complètement ce que vous prétendez être.

Construire des centres de santé est un acquis, certes. Mais faudrait-il les doter d'infirmiers et de sages-femmes compétents et amoureux de leur travail ! Faut-il le rappeler : la formation au rabais d'infirmiers voire des agents de santé tout court est un danger permanent pour nos paisibles populations. Sans nul doute, former au rabais, ils constituent des poisons violents dans nos campagnes.

A la proposition de construire des centres de santé qui relieraient les campements peuls s'ajoutent également la multiplication des émissions radiophoniques sur les bienfaits de la consultation prénatale, les avantages du suivi de la femme en état de grossesse et de l'accouchement à la maternité. Le réussissant, les responsables au sommet de notre pays, le Bénin, pourraient dire comme ceux de certains pays : nous avons vaincu la fatalité.

Abbé Corneille Lin Gnanadja  
Diocèse de Kandi, Paroisse de Gogounou-Bagou  
BP : 10 Gogounou

## NOTES

(1) «Une âme saine dans un corps sain».

RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE AU BENIN  
LA PHASE DU REGROUPEMENT AMORCÉE

(Suite de la première page)

partis et de groupes de partis ainsi que des indépendants ont pris part aux municipales et communales, aux législatives, ils étaient quatorze partis et alliances de partis en lice. Comparant ce nombre de partis et groupes de partis ayant pris part aux dites consultations aux cent cinquante enregistrés au ministère en charge de l'intérieur, on peut conclure à un regroupement de partis politiques qui commence à prendre corps au Bénin. Et cela est à saluer car ce genre de regroupement ne peut qu'éviter l'émiettement des forces en présence et mieux permettre d'assainir le paysage politique béninois.

Dans le domaine politique aussi, l'union bien conduite parce que bien organisée ne peut-elle pas permettre de construire harmonieusement ? Sans nul doute oui. Et en prendre conscience ne peut être que salutaire. Toute personne désireuse d'un avenir politique constructif du Bénin ne peut qu'y travailler sereinement.

Dans ce sens, la naissance de l'Union du Bénin du futur (UBF) est une chose appréciable et l'on ne peut que lui souhaiter longue vie. Ses animateurs doivent, soulignons-le, faire prévaloir l'intérêt national sur l'intérêt personnel. Ils doivent aussi et surtout prendre à cœur la formation permanente des membres de leurs partis à l'amour de la patrie, au respect du bien public et de l'amour de l'homme. Tout droit à défendre ses intérêts a pour répondant le devoir du travail bien fait, gage entre autres de tout développement. Tout regroupement digne de ce nom et qui entend renforcer ses bases et s'inscrire dans la durée ne peut que s'armer dans ce sens. A la suite de Son Eminence le cardinal Gantin, nous ne pouvons que rappeler aux dirigeants politiques en général qu'ils ont le devoir préalable de l'éducation, de la formation des consciences, de l'éveil au sens élevé du civisme, de la sensibilisation au bien commun et du respect envers les personnes.

Nous osons espérer que l'UBF, dans sa ligne directrice, évoluera dans cet esprit. Le score réalisé par elle lors des deux dernières consultations électorales ne peut être maintenu et amélioré que grâce à une vraie cohésion de ses

membres et une solide mobilisation autour d'un projet constructif de société.

Le Mouvement Africain pour le Développement et le Progrès (MADEP), qui, bien que soutenant l'action gouvernementale, a fait cavalier seul, doit se ressaisir et se convaincre à l'idée que l'heure est au regroupement bien structuré avec un projet de société claire et constructif.

Il en est de même pour les autres formations politiques qui, pour une raison ou une autre ont aussi opéré des regroupements de petite taille avant de solliciter le suffrage des électeurs dans le cadre des municipales, communales et législatives.

Dans le camp de l'opposition, excepté la Renaissance du Bénin (RB), il est heureux de constater aussi que des regroupements ont vu le jour sous l'appellation «Alliance de partis» avant les municipales et communales, et les législatives.

Le revirement spectaculaire à 180° du Parti du Renouveau Démocratique (PRD) de Me Adrien Houngbédji, qui est passé de l'opposition au soutien de l'action du gouvernement, est certainement fait dans le sillage d'un regroupement nécessaire en vue de mieux contribuer au développement harmonieux du Bénin. Il est d'ailleurs indéniable qu'une seule hirondelle ne fait pas le printemps et qu'une union bien organisée fait la force.

A cette allure salutaire, il est à reconnaître que le paysage politique n'évoluera décemment qu'avec deux, trois ou quatre grandes formations politiques solides. Bien structurées et bien dirigées, elles contribueront valablement au développement durable du Bénin. Y arrivera permettra aux Béninois et Béninoises de démontrer à la face du monde que le Bénin est réellement le laboratoire de la démocratie. Et le pays en tirera grand profit sur tous les plans. Mais, en contribution solide à cette recomposition du paysage politique béninois plus que souhaitée, il faut un vrai changement de mentalité du sommet à la base, du plus petit au plus grand.

Félicien Sedjo



## DÉPARTEMENTS... ÉCHOS DE NOS DÉPARTEMENTS... ÉCHOS DE NOS

### ATACORA - DONGA

UN TRAFIQUANT D'ENFANTS APPRÉHENDÉ  
PAR LA GENDARMERIE

Il ne se passe quasiment de jour où l'on ne signale, quelque part au Bénin, un nouveau cas de tentative ou de trafic flagrant d'enfants.

Ainsi, le 15 avril 2003, les agents de la brigade de gendarmerie de Kérou dans le département de l'Atacora, ont intercepté le sieur Boni Gounou, un cultivateur âgé de 30 ans environ, originaire de Koko-bourenou dans la commune de Banikouara (Alibori). Boni Gounou a été appréhendé alors qu'il déplaçait, pour une destination inconnue deux enfants, orphelins de père, âgés respectivement de 9 et 11 ans. Convenu de trafic d'enfants, Boni Gounou a déclaré, lors de son interrogatoire à la brigade de gendarmerie de Kérou qu'il avait pris les enfants sans le consentement de leurs parents domiciliés à Kampouya dans la commune de Natitingou.

Ce nouvel épisode tend à confirmer les informations selon lesquelles le Bénin serait le deuxième pays d'origine des trafiquants d'enfants en Afrique de l'Ouest après le Nigeria. Certaines localités de notre pays semblent en effet constituer de véritables réservoirs pour ce trafic honteux. Ainsi, les communes d'Agbanizoun, Zé et Ouinihi pour ne citer que ces exemples, sont souvent montrées du doigt. Dans cette dernière localité, la brigade de gendarmerie a interpellé, le 12 janvier 2003, un convoi de 12 enfants dont 2 filles destinées au marché nigérian. Ces enfants sont âgés de 10 à 17 ans.

Le moins qu'on puisse dire est que, malgré l'adoption et la ratification de nombreux instruments juridiques nationaux et internationaux, le trafic d'enfants ne recule pas sensiblement au Bénin. Au-delà d'un important arsenal juridique, des actions concrètes de protection des enfants sont menées avec détermination. Des comités villageois pour la lutte contre le trafic sont déployés sur toute l'étendue du territoire national. Il en existe actuellement plus de 170. Quant au nombre d'enfants victimes de ce fléau, il a connu un chiffre record de 1059 cas en 1998 contre seulement 670 en 1999, selon des données statistiques.

### ATLANTIQUE - LITTORAL

CRÉATION D'UN RÉSEAU DES  
CONSEILLÈRES ELUES

Au terme de quatre jours de formation intitulée «Renforcement de la participation des femmes béninoises à la consolidation de la démocratie», une quarantaine de conseillères issues des dernières élections communales ont décidé de mettre sur pied un réseau des femmes conseillères. La rencontre s'est tenue du 23 au 26 avril dernier à l'Hôtel du PK 10, route de Porto-Novo à l'initiative du Réseau pour l'intégration des femmes des organisations non gouvernementales et associations africaines (RIFONGA-Bénin). Au nombre des idées dont le RIFONGA se fait l'ardent défenseur, figure notamment une meilleure représentativité des femmes compétentes et combatives dans les sphères de prise de décisions. C'est pourquoi fort de son expérience, en ce domaine, le RIFONGA-Bénin qui œuvre en partenariat avec l'Ambassade royale de Danemark, a jugé opportun de rassembler toutes ces conseillères dans un creuset dynamique et épanouissant. Cela devrait leur permettre, puisque l'unité fait la force, d'échanger sur leur cause commune à travers des réflexions de qualité afin de mieux participer au processus de décentralisation en cours au Bénin.

Somme toute, cette formation avait pour objectif stratégique de renforcer les capacités individuelles et collectives de ces élues locales afin qu'elles puissent assumer efficacement leurs nouvelles responsabilités au sein des communautés à la base. Les objectifs spécifiques de la formation

étaient, eux, axés sur quatre points essentiels : développer les capacités d'exercice du pouvoir local en tant que conseillères, maîtriser les points essentiels du processus d'élaboration d'un plan de développement communal, développer les capacités de communication et de discussions des groupes et enfin, initier la création d'un réseau des femmes-conseillères. Les travaux de l'atelier ont été ouverts par le chargé d'affaires de l'ambassade royale du Danemark, M. Jonhy Flengo et la présidente de RIFONGA-Bénin, Mme Pascaline Abouliwoua.

### BORGOU-ALIBORI

LE MINISTRE DE LA FAMILLE EN  
CROISADE DE VULGARISATION  
DE LA LOI RÉPRIMANT LA  
MUTILATION SEXUELLE

Vulgariser la loi n° 2003-03 du 3 mars 2003 portant répression de la pratique des mutilations génitales féminines au Bénin. C'est pour cette croisade, c'est-à-dire pour la bonne cause, que le ministre de la famille, de la promotion sociale et de la solidarité a effectué du 25 au 29 avril dernier, une tournée dans les départements du Borgou et de l'Alibori. En effet, en raison des désastres causés à la vie des femmes par ce fléau, il est à parier que bien comprise par les populations, ladite loi a plus de chance d'être acceptée et aisément appliquée parce qu'elle ébranle dans leur fondement les croyances rétrogrades qui sont à l'origine de la pratique des mutilations génitales féminines.

Le vote et la promulgation de cette loi est le fruit des efforts conjugués des pouvoirs nationaux et de la communauté internationale tant il est vrai que l'excision n'est pas l'apanage du Bénin. Cette pratique décrite ne s'observe d'ailleurs que dans certaines localités du Bénin. L'objectif stratégique de la loi est donc de parvenir à une éradication totale de ce fléau non seulement dans les zones cibles mais aussi sur l'étendue du territoire national.

Le lancement officiel de la vulgarisation de cette loi par le ministre de la Famille est, une fois de plus, la marque d'une volonté politique qui doit irradier de tous côtés pour un développement durable du Bénin.

En fait, c'est parce que des années de séances de sensibilisation organisées à l'intention des populations des localités où se pratique l'excision, n'ont pu permettre d'ancrer les poches de résistance que la répression est devenue la dernière alternative. Cette loi vise toutes les formes de mutilations génitales féminines pratiquées par toute personne qu'elle soit sa qualité.

Ainsi, conformément à l'article 4 de cette loi «quiconque aura pratiqué sur une personne de sexe féminin, une mutilation génitale sous quelque forme que ce soit sera puni d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans, et d'une amende de 100.000 F CFA à 2 millions F CFA. Tandis

que selon l'article 5 le coupable sera puni d'une peine d'emprisonnement de 3 à 5 ans et d'une amende allant jusqu'à 3 millions de F CFA lorsque la mutilation génitale est pratiquée sur une mineure de moins de 18 ans. En cas de décès de la victime, le coupable sera puni des peines de travaux forcés allant de 5 à 20 ans et d'une amende allant de 3 à 6 millions de F CFA. Les complices sont aussi passibles des mêmes peines.

### MONO - COUFFO

LA COMMUNE DE KLOUKANMÉ  
ÉLABORE SON PLAN DE  
DÉVELOPPEMENT

L'enjeu de la décentralisation s'il est bien compris par les communautés à la base, le plus dur reste à faire : la mise en œuvre de ce processus. C'est dire qu'il appartient aux élus, en relation avec les populations d'effectuer des choix, de prendre des décisions et de les traduire en réalisations.

L'élaboration d'un plan de développement communal en est une des conditions essentielles. Ce plan constitue un outil de planification socio-économique. Pour ce faire, il importe donc d'appréhender le concept de plan de développement communal. Ensuite, de connaître les différentes étapes d'élaboration du plan de développement communal.

Il s'agissait quelques 200 acteurs du développement local à prendre par le mercredi 30 avril 2003 à un forum de concertation organisé à leur intention dans les bureaux de la mairie de Kloukanmé dans le département du Couffo.

Au cours de cette rencontre présidée par le maire de Kloukanmé M. Christophe Mèghédji, il s'est agi de partager avec l'assistance, l'idée d'élaboration d'un plan de développement communal (PDC) dont la concrétisation requiert la mobilisation des ressources nécessaires.

Les conclusions du forum devront permettre de doter la commune de cet important outil qu'est le plan de développement communal, a précisé le maire. Il a ensuite remercié tout particulièrement la SNV-Bénin pour son assistance technique et financière à l'élaboration dudit plan.

### OUÉMÉ - PLATEAU

CAMPAGNE AGRICOLE 2003-2004  
SOUS LE THÈME : GESTION  
RATIONNELLES DE L'EAU  
DANS L'AGRICULTURE

«Notre agriculture demeure encore largement tributaire des données pluviométriques qui, par leur nature aléatoire, influencent positivement ou négativement les résultats d'une campagne agricole». Ces propos sont de M. Théophile Nata, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. Et ils ont été tenus à Gbanglito (Commune d'Adjara dans l'Ouémé) le jeudi 24 avril dernier à l'occasion du lancement officiel de la campagne

agricole 2003-2004. Pour traditionnelle et annuelle qu'elle soit, cette cérémonie offre néanmoins à chaque fois l'occasion privilégiée aux autorités de l'État d'envoyer des orientations et actions nouvelles à mener en vue de permettre à l'agriculture de devenir effectivement le socle de l'économie nationale. Rendez-vous également de bilan avec les acteurs du développement rural. Ainsi, a précisé Théophile Nata, la campagne 2002-2003 qui vient de s'achever a été marquée par une pluviométrie quantitativement satisfaisante avec une moyenne supérieure à celle de la campagne précédente.

Mais, a fait remarquer le ministre, ces pluies ont été mal réparties dans la plupart des départements à l'exception de l'Ouémé-Plateau et du Mono-Couffo.

En outre, bien d'autres difficultés et contraintes constituent des défis à relever, selon le ministre. Il s'agit notamment du problème de l'inexistence de crédit adapté à l'activité agricole dont la conséquence est le bradage par les producteurs d'une partie importante des intrants reçus en vue de satisfaire leurs besoins de financement : les difficultés de la filière coton, en l'occurrence, le grand retard de paiement des achats de la campagne 2001-2002 qui ont compromis en partie le bon déroulement des travaux de la campagne 2002-2003 ; difficultés ayant influencé les prévisions de production de la campagne éolée.

Après un aperçu chiffré des résultats obtenus secteur par secteur, le ministre a averti que les acteurs doivent être conscients de manière à maintenir le cap de la croissance et améliorer les performances du secteur agricole dans son ensemble. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, le lancement de la campagne agricole 2003-2004 est placé sous le thème de la «gestion rationnelle de l'eau dans l'agriculture».

### ZOU - COLLINES

LE MARCHÉ DES PRODUITS DE  
MANIOC EN SITUATION DIFFICILE

La commercialisation des produits de manioc, spécialement le garli, semble confrontée à des difficultés liées notamment à la surproduction du manioc. C'est par tenter d'apporter des solutions à cette situation inquiétante, que le Comité régional d'orientation et de suivi (CORS) de l'antenne sud du programme de développement des plantes à racines et tubercules (PDR) s'est réuni le 18 avril 2003 à Bobioun.

Au cours de cette session, le Comité a examiné et adopté les rapports d'activités de l'année 2002 et du 1er trimestre de 2003.

Les travaux étaient présidés par le coordonnateur national du PDR, M. Eric K. N'Da des différents rapportages le responsable de l'antenne sud M. Bertin Témognon, les participants ont fait part de leurs difficultés pour faire écouler les produits de manioc. Cette question a été abordée parce que les rapports ont mentionné les aires de boutures de manioc réalisées dans les villages et les dispositions à prendre pour que le PDR entre dans sa phase active cette année.

À peine le programme prend-il de l'envol qu'il y a déjà de surproduction de manioc.

Selon les transformateurs participant à la réunion, le garli, premier produit de manioc consommé à grande échelle connaît une mévente sur le marché. Quelques exemples suffisent pour illustrer cette situation préoccupante. À Akpro-Missirété (Ouémé), Allada (Atlantique), Lalo (Couffo) et Kérou dans le Plateau, le garli ordinaire coûte entre 85 et 125 francs CFA le kilo. Il en découle que le garli serait vendu à perte par rapport au coût de production.

Selon le coordonnateur national, il est urgent de rechercher et de trouver des solutions aux difficultés rencontrées, condition sine qua non de la réussite du programme PDR.

E. Dégla

#### "LA CROIX DU BENIN"

Rédaction et Abonnements  
"LA CROIX DU BENIN"  
B.P. 106 - TEL (229) 32411-19

COTONOU  
(République du Bénin)

Compte :  
C.C.P. 12-76

COTONOU

Directeur de Publication  
BARTHELEMY

ASSOGBA KAPO

Dépôt légal n° 500

Tirage : 4.500 exemplaires

T \* = 055 9871 F CFA

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Souvenir : 5000 F CFA (752 à 1220 F)

Abonnement de Bibliothèque : 10000 F CFA (1524 à 2200 F)

Abonnement d'Entreprise : 20000 F CFA et plus (3048 F et plus)

Changement d'adresse : 500 F CFA (752 F)

#### TARIFS D'ABONNEMENTS par Annon

Bénin : 3720 F CFA

Cote d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal et

Togo : 4080 F CFA

Gambie : 5760 F CFA

Gabon, Tchad, Congo (Brazzaville), Cameroun et RCA : 5760 F CFA

France : 5760 F CFA (576 F)

Nigeria, Guinée, Ghana, Libéria et Sierra Leone : 7560 F CFA

Kenya (Nairobi) : 9080 F CFA

Kenya (Nairobi) : 9080 F CFA

USA : 12600 F CFA

Amérique (Nord, Centrale, Sud) : 9480 F CFA (948 F)

Europe (Irlande, Allemagne, Belgique, R.F.A., Belgique, Espagne, Portugal, Suisse, Roumanie et Norvège) : 10260 F CFA (1026 F)

Canada : 8520 F CFA (852 F)

Inde : 12480 F CFA (1248 F)

IMPRIMERIE NOTRE-DAME - TEL (229) 3212-07 - COTONOU (REPUBLIQUE DU BENIN) - E-mail : lacroixbenin@yahoo.com



## CHRONIQUE DES TEMPS ANCIENS

### AUTOUR DE L'IDENTITÉ DE TOUSSAINT LOUVERTURE UN EXERCICE D'ANTHROPONYMIE HISTORIQUE

Haiti dans les Caraïbes a commémoré à sa manière le bicentenaire de la mort de son fils le plus illustre; Toussaint Louverture. Un colloque international s'est déroulé à cette occasion à Port-au-Prince dans la dernière semaine du mois de mars 2003. Prévus pour la même période en République du Bénin, une manifestation scientifique de même nature a été reportée d'une année à cause des élections législatives qui ont eu lieu au même moment. C'est donc en avril 2004 qui se déroulera à Cotonou la double commémoration du bicentenaire de la mort de Toussaint Louverture en 1803 et l'indépendance d'Haiti en 1804. Cette commémoration de part et d'autre des deux rives de l'Atlantique est tout à fait légitime, car cette personnalité haïtienne concerne également l'Afrique noire où se situent ses origines lointaines.

La simple origine africaine de Toussaint Louverture n'aurait pas suscité notre curiosité dans le cadre de cette chronique exclusivement consacrée à l'histoire de la République du Bénin si ses parents n'étaient pas originaires de ce pays.

Voici un bref portrait de Toussaint Louverture : « ancien esclave, devenu ensuite régisseur et homme cultivé, il participe dès 1791 aux mouvements confus qui agitent la population de l'île. Il appelle les Noirs à soutenir le gouvernement français qui vient d'abolir l'esclavage (1794). A la suite du traité de Bâle (1795), l'Espagne abandonne à la France la totalité de l'île. Toussaint, bien que nommé général de division et couvert d'honneurs, se heurte aux planteurs français ainsi qu'au représentant de la République. Il proclame son intention de créer une République noire et défend l'île contre les Anglais et les Espagnols. Après une héroïque défense, il doit capituler devant l'expédition de reconquête envoyée par Bonaparte, sous le commandement de Leclerc (1802). Arrêté, emmené en France et interné au Fort de Joux, il y meurt peu de temps avant que soit proclamée l'indépendance d'Haiti (1804) »<sup>1</sup>.

Cette citation sommaire ne donne en fait qu'une idée superficielle de ce qu'a été ce grand homme. Elle répond cependant à notre préoccupation qui n'est pas une biographie exhaustive, mais un exercice rapide d'anthroponymie à partir de l'identité de Toussaint Louverture ainsi présentée dans l'ouvrage de François Latortue :

« François Dominique Toussaint serait né le 20 mai 1743 au Haut du Cap, sur l'habitation Bréda du Comte de Noé. Il est fils et non pas le petit fils de Gao Guinon. Sa mère s'appelait Pauline. Le nom vodou ou nom « syen-syen » de Toussaint dans la langue fongbé (ou simplement fon, langue actuellement parlée au Bénin) du Dahome (ou Dan Homey) était « *Fatara Bato* » (d'où l'on a vraisemblablement tiré *Fatras Bato* que l'on a cru généralement un surnom donné à Toussaint en raison de son aspect physique). Dans la religion vodou, ces deux mots signifient « celui qui dirige bien les cérémonies ». Dans le même contexte le mot Gao signifie « ministre de la guerre » et le nom Guinon « celui qui est toujours sur les champs de bataille », c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de s'asseoir derrière un bureau »<sup>2</sup>.

Né un jour de la Toussaint, Louverture a deux autres prénoms catholiques qui n'appellent pas de remarques particulières : François Dominique. Ses autres prénoms, surnoms ou nom forts, fortement sujets à discussion, méritent bien des commentaires. D'abord *Fatras Bato*, ce surnom célèbre sous lequel ses contemporains et surtout ses biographes le connaissent. Petit (1,63



Toussaint LOUVERTURE

m), maigre et laid, il aurait été ainsi appelé à cause de ce physique très caractéristique. *Fatras Bato* ne signifiait rien en créole, des chercheurs haïtiens ont cru lui trouver une explication dans la langue fon parlée par de nombreux locuteurs dans la moitié méridionale du pays. Il y a d'abord une confusion entre le nom syen-syen et le nom vodou. En effet, dans l'aire culturelle ajatado, le nom syen-syen signifie le nom fort, tel que les rois ou plus modestement de simples individus, peuvent se l'attribuer : en général une telle pratique n'a pas de liens évidents automatiques et obligatoires avec le vodou ou une quelconque pratique religieuse. En général, la prise ou la dation d'un nom fort, loin d'être une singularité africaine, est un phénomène universel s'il est loisible à un chef religieux traditionnel de prendre un nom fort, il l'aura fait indépendamment de son statut ou de ses fonctions de prêtre. François Latortue pense que *Fatras Bato* serait une corruption de *Fatara Bato*, expression qui, contrairement à ce qu'il en dit, n'a aucun sens en fon ou en d'autres langues béninoises : aussi la traduction selon laquelle les deux mots signifieraient « celui qui dirige bien les cérémonies » est-elle erronée et à la limite ridicule. De telles erreurs élémentaires proviennent généralement d'une insuffisance de recherche dans une langue que l'on ne connaît pas et qui, de surcroît, est une langue à tons. Quelles que soient ici les variantes phonétiques, il est exclu de rattacher cette expression à une langue béninoise.

Venons-en maintenant au nom Louverture qui, lui aussi, alimente des controverses et demeure jusqu'ici une énigme. Louverture l'a d'aucuns pensent qu'il aurait été ainsi nommé à cause de ses exploits militaires au cours desquels ses boulets de canon causaient de grandes brèches dans les rangs ennemis : des ouvertures. L'artisan des ouvertures se serait ainsi vu attribuer l'appellatif de Louverture que lui aurait conservé la postérité. D'autres l'attribuent par railleries à la « fenêtre » laissée dans sa denture par la perte de deux dents de devant.

Traditionnellement connues, ces deux versions n'ont pour autant jamais été évoquées en mars 2003, lors du colloque international tenu à Port-au-Prince. Non seulement les participants n'y ont nullement fait la moindre allusion, donnant l'air de n'en rien savoir, mais quelques-uns d'entre eux ont avancé, de façon tout à

fait inattendue, une autre version : Toussaint Louverture, un homme de génie sur les plans politique et militaire dont les idées, les actes et les conseils ouvrent des voies pour un avenir meilleur. L'on comprend qu'il ait eu l'immense mérite historique d'avoir su ouvrir la voie de l'indépendance à Haiti.

Si les deux premières versions plongent leurs racines dans un passé qui coïncide avec la période où a vécu ce personnage, la dernière est le fruit de l'imagination de quelques Haïtiens dans leur état d'enthousiasme face à l'évocation hagiographique de leur héros. En fait, aucune de ces versions aussi fragiles l'une que l'autre, ne résiste à l'analyse des réalités familiales de Dominique Toussaint. En effet, ses parents ont eu huit enfants que François Latortue nous présente en ces termes :

« huit enfants : quatre filles : Marie-Paul, célibataire et mère de l'officier Thimothé Dupont, aide de camp de Toussaint Louverture ; Marie Noël dont on ne sait rien ; Catherine qui serait l'origine de la famille Belrose ; Marie-Jeanne dont le mari Claude Martin serait parvenu au grade de Colonel de l'armée indigène. Quatre garçons : François (ou Pierre) Dominique Toussaint Louverture, l'aîné ; Jean Louverture, apparemment décédé sans postérité ; Paul Louverture, devenu général de division ; et Pierre Louverture, colonel de l'armée espagnole, tué très jeune au camp de Barade aux côtés de Toussaint Louverture dans un attentat organisé par François Blassou ».

À la lecture de ce passage, il apparaît très clairement que le nom de la famille serait Louverture et que Toussaint le portait déjà à sa naissance, comme ses autres frères dont il était l'aîné. Les considérations ultérieures génératrices des trois versions susmentionnées ne sont, en réalité, que de vaines spéculations entachées d'anachronismes. En effet, l'élucidation de la question passe nécessairement par la prise en compte des conditions de dation de ce patronyme dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle et non ultérieurement, à l'âge adulte de Toussaint. Loin d'être résolu, le problème demeure entier ; aussi entier peut-être que celui du nom de son père et des conditions de son départ de la côte des Esclaves pour l'Amérique au XVIII<sup>e</sup>. Mais cela constitue la matière d'une autre étude.

#### CONCLUSION

Très nombreux sont les travaux entièrement ou partiellement consacrés à la vie et à l'œuvre de Toussaint Louverture. Ils sont à telle enseigne que l'on est tenté de se demander si tout n'a pas été déjà dit sur ce personnage. Pourtant, que de zones d'ombre dans une biographie à l'intérieur de laquelle on ignore jusqu'à la signification et aux conditions de dation des nom, prénoms ou surnoms de cet individu.

Notre approche est loin d'avoir résolu toutes les difficultés liées à la question de l'identité anthroponymique de Dominique Toussaint Louverture. L'objectif visé est d'attirer l'attention des chercheurs sur quelques difficultés d'intelligibilité des appellatifs sous lesquels cet héros noir est aujourd'hui connu. Les résultats dépendront de la prudence, de l'esprit de discernement et de circonspection avec lesquels la question aura été abordée. L'anthroponymie a ses règles et ses difficultés.

#### NOTES

<sup>1</sup> Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse, 1980.

<sup>2</sup> Latortue (F.) : *Haiti et la Louisiane, Port-au-Prince, les presses de l'imprimerie II, 2001, 166 pages. Voir p. 100.*

<sup>3</sup> Idem Ibidem, 2001, p. 101

## PLANTES MEDICINALES

### GINGEMBRE



Nom latin	Zingiber officinale
Famille des	Zingibéracées
Français	Gingembre.
Fon	Dote.
Yoruba ou Nogo	Atale.
Adjo	Dote, Gpatokui.
Woci	Dote.
Bariba	Atoribo.

#### Origines et botanique

\* Le gingembre est une plante herbacée, probablement originaire de Malaisie.

\* Ce que nous consommons, ce sont les rhizomes, bicornes, recouvert d'une peau beige, à la chair filandreuse et parfumée de couleur jaunâtre, et à la saveur piquante.

\* Le gingembre est aujourd'hui produit en Thaïlande, en Inde, au Sri Lanka, au Brésil et à la Jamaïque.

#### En cuisine

\* Sa saveur à la fois piquante et fruitée lui vaut d'être présent dans toutes les cuisines du monde. De l'Inde à la Scandinavie, en passant par le Moyen-Orient, on l'utilise comme condiment.

\* Frais, il entre souvent dans les bouillons et les sauces, taillé en lamelles ou en brunoise. Il parfume également les infusions digestives.

\* Mariné dans du vinaigre, il accompagne les incontournables sushis.

\* En poudre, sa saveur, plus piquante, remplace souvent le poivre ou parfume les biscuits.

#### Vertus thérapeutiques

\* La légende selon laquelle le gingembre serait aphrodisiaque perdure, sans preuve.

\* En revanche, la science a mis en évidence son action apaisante en cas de maux d'estomac.

\* Il soulage aussi les nausées, le mal de mer et, en infusion, calme les maux de gorge.

#### Choix et conservation

\* Frais, le gingembre doit être dense et ferme, sa peau satinée. S'il est mou, sa chair est alors plus fibreuse.

\* Il se conserve sans problème plusieurs mois à température ambiante. En poudre, stockez-le à l'abri de l'air et de la lumière. Confit, gardez-le quelques jours au réfrigérateur. Il se conserve aussi enfilé dans le sable humide ou périodiquement arrosé d'eau.

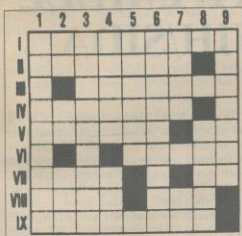
#### POUR LA PETITE HISTOIRE

Cultivé depuis plus de trois mille ans en Asie, le gingembre doit son nom au mot latin *zingiber*, lui-même dérivé du sanscrit *sringavera* (qui signifie aspect cornu).



## UN PEU DE DISTRACTION

## MOTS CROISÉS N° 45



## HORIZONTALEMENT

— 1. Livre d'or. — II. Reportage perpétuel des événements. — III. Donne la vie. — IV. Ne peuvent pas se sentir. — V. Trahissent la confiance qu'on avait placée dans un fonctionnaire.

Pronom. — VI. Son lait est terriblement indigeste. — VII. Dans certains ménages sa fin est attendue avec anxiété. Se répare avec du plâtre, quand il est cassé. — VIII. Donne du travail à la stoppeuse. S'entend sur un court. — IX. Dangereux quand ils sont déchainés.

## VERTICALEMENT

— 1. Ne touche aucune allocation pour l'enfant qu'elle met au monde. — 2. Un lâche anonyme. Dévoilé. Combustible américain. — 3. Ne se rencontre jamais au Parlement. — 4. Carte. Le premier Juif. — 5. Montre la corde. — 6. Pardon. — 7. Personnages des légendes scandinaves. Se mettent en fûts. — 8. S'entourent d'écume par gros temps. — 9. Réflexions marginales.

(Réponse dans notre prochaine livraison)

## RIONS UN PEU

## Psychanalyse

Une paysanne va à la ville pour le marché et en profite pour consulter le psychiatre. « Il y a notre fils, explique-t-elle, qui se prend pour une poule.

— Curieux ! Et depuis combien de temps ?

— Depuis deux ans.

— Et c'est seulement aujourd'hui que vous venez me consulter, s'étonne le psychiatre.

— Ben voilà, c'est que les œufs, ça nous rendait bien service. »

## Précision

Un industriel reçoit la visite d'un cousin établi aux États-Unis. Il lui fait visiter son usine, mais le cousin fait la moue.

— Pas mal, dit-il, mais mon usine à moi est bien plus grande, bien plus moderne. J'ai beaucoup plus de personnel...

À ce moment passent plusieurs ouvriers portant des seaux d'eau.

— C'est pour mon courrier, dit le patron.

— Pour ton courrier ? Je ne comprends pas...

— Mais si ! Pour coller les timbres...

## BONS MOTS, CITATIONS ET PROVERBES

## Humour

Quelqu'un a dit :

— « Il ne tient pas à vous de devenir riche, d'obtenir des emplois ou des honneurs, mais rien ne peut vous empêcher d'être bon, généreux et sage. »

— « Ne croire qu'à soi, n'obéir qu'à soi, voilà la source d'erreurs et de misères. »

## Citations

— « L'univers est un gigantesque ordinateur où se trouvent réunies toutes les données et toutes les solutions du problème. L'histoire est le chemin qui mène de ces données aux solutions. D'où son importance ! ».

(Emmanuel Dongala. Extrait du jeune homme de sable, 1979).

— « Personnalisme ! Culte de la personne ! Parti unique ! Totalitarisme larvé ! Tout cela constitue une affreuse chaîne de terribles monstruosités qui retarde tellement l'envol de l'Afrique libre vers son plein épanouissement. »

(F. Couchors, les dix plaies de l'Afrique).

## Proverbes

— « Le fleuve s'est vanté. Dieu y a mis un gué ». (Proverbe malinké).

— « Qui ne voyage jamais croit que la cuisine de sa mère est la meilleure du monde ». (Proverbe rwandais)

## POINT DE VUE

Ça recommence !

Les médiaments, seuls ou en famille, réapparaissent à certains points stratégiques de la capitale.

Qu'attendent les responsables pour agir ?

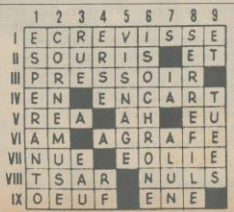
Ndlr

On attend ceci :



Et pendant combien de temps ?

RÉPONSE AU JEU MOTS CROISÉS N° 44 paru dans notre livraison n° 812 du 11/04/2003



## FAÇONS DE PARLER

## AUTOUR D'UN MOT

## Bureau

Le mot bureau nous offre un bon exemple de l'extension de sens que peut prendre un vocable au cours des siècles. La bure était une étoffe épaisse de laine brune. Lorsqu'on l'utilisait comme tapis de table, on l'appelait bureau. Puis ce nom est passé à la table ainsi couverte, puis au XVI<sup>e</sup> siècle, à toute table autour de laquelle on se réunissait pour délibérer, pour travailler.

Par une autre extension de sens, le bureau devient la pièce dans laquelle est installée la table de travail, puis l'établissement tout entier, particulièrement s'il est ouvert au public, tel le bureau de tabac, qui est tenu par un buraliste, ou le bureau de poste, le bureau électoral, de renseignements ou des réclamations, ce dernier ayant donné l'expression ironique le bureau des pleurs.

Toujours par métonymie, c'est-à-dire par glissement de sens, le bureau représente aussi la collectivité des personnes qui travaillent ensemble : « le bureau lui a offert un pot pour son départ à la retraite ». En argot, on parle familièrement du burlingue, pour parler de son lieu de travail ou de sa table. Dans l'armée française, le deuxième bureau est un service d'État-major. Mais en Afrique, le premier bureau étant l'épouse légitime, le deuxième ou le troisième désigne les maîtresses de monsieur...

Le bureau, atteint d'expansionnisme, n'entendait pas s'arrêter en si bonne voie... son pouvoir grandissant et l'administration devenant toute puissante, il suffisait d'ajouter le suffixe grec signifiant « pouvoir », pour créer la bureaucratie, et cela avant même la Révolution française ! Sous tous les régimes politiques, une bureaucratisation excessive tend à doter des fonctionnaires de pouvoirs plus ou moins exorbitants selon leur échelon et le bureaucrate est indubitablement un homme de pouvoir.

La naissance de l'informatique et de l'automatisation n'a pu que contribuer à la brillante carrière du mot bureau qui s'enrichit en 1976 de la bureautique, construit sur le même modèle que robotique. Tant que les employés de bureau ne deviennent pas des robots...

## DES MOTS ET DES FAUTES

## Cahut / chaos

Un cahot est une secousse sur un terrain accidenté et désigne, au sens figuré, un obstacle, une contrariété. Si vous passez sur un chemin cahoteux, vous êtes sûr d'être secoué et de malmenier les suspensions de votre voiture. Si votre vie est cahoteuse, vous avez des chances de vous en sortir en allant cahin-caha, c'est-à-dire tant bien que mal : après tout, les cahotements de la vie ne sont que les hauts et les bas que nous réserve l'existence.

Mais si votre vie est chaotique, alors il y a lieu de s'inquiéter car Chaos était dans la mythologie grecque le père de l'Érèbe, l'enfer, et de la Nuit... le chaos, c'est le tohu-bohu de l'Ancien Testament, l'état de l'univers avant que Dieu n'intervienne et crée l'ordre qui régit toute chose. C'est le gouffre, l'abîme, l'informe, la confusion totale, peut-être ce que certains scientifiques appellent la « soupe primordiale » et qui aurait précédé le Big Bang : rien de bien désirable en somme...

## AUTOUR D'UN MOT

## «Soi-disant»

L'expression «soi-disant» est souvent employée à tort et à travers.

«Soi-disant» signifie «se disant tel». «Soi-disant» peut donc se rapporter à des personnes mais non pas à des choses.

On dira fort correctement : les soi-disant policiers, c'est-à-dire, ceux qui se disent policiers.

Mais il ne faut pas dire : ces soi-disant bijoux en or...

Quand il s'agit d'un nom de choses, il faut employer une autre tournure et dire par exemple : ces prétendus bijoux en or...

## DES MOTS D'AUJOURD'HUI

## Clone

Au mois de février 1997 naissait dans un institut anglais le premier clone animal, Dolly, issue de cellules prélevées sur la glande mammaire d'une brebis. Un clone est « l'ensemble de la descendance par multiplication strictement asexuée, d'un individu vivant » (Dictionnaire encyclopédique Quillet). Le mot vient du grec klôn « jeune branche, rameau », il est utilisé en anglais depuis le début du siècle (dernier) et entre en France dans les années cinquante lorsque commencent les recherches sur la fécondation in vitro.

Depuis, la technique s'est affinée et le clonage se banalise : la compétition entre les laboratoires est féroce et certains médecins se font fort de cloner un être humain, même si l'on sait aujourd'hui que 99 % des tentatives sont vouées à l'échec, au prix de grandes souffrances pour les embryons... Mais que peuvent la morale et les interdits devant un tel enjeu scientifique et... commercial ?

## LE BON LANGAGE

À propos de la locution «eh bien» (EH BIEN)

Tout d'abord, se garder d'écrire et bien (ET) pour «eh bien» (EH), une faute d'ailleurs fréquente. D'autre part, on ne met pas de point d'exclamation entre le mot eh (EH) et le mot bien. Au début d'une phrase, «eh bien» est suivi d'une virgule.

Par contre «hè bien» employé seul peut être suivi d'un point d'exclamation ou d'interrogation. Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut confondre «hè bien» avec l'interjection «hé» (HE) qui sert surtout à appeler quelqu'un ou à faire un reproche et qui est toujours accompagnée d'un point d'exclamation.

## LES MOTS ET LEUR HISTOIRE

## «Légende»

Dans de nombreux couvents de moines, la règle veut que le temps consacré aux repas en commun ne soit pas perdu : un moine est désigné pour lire à haute voix l'histoire d'un saint ou d'un martyr.

Les moines appelaient cela autrefois : une légende... du latin «legenda», choses devant être lues.

Mais le déclin de la foi ayant semé le doute sur l'exactitude de ces récits, le mot légende a pris peu à peu le sens d'histoires fabuleuses ou de propos mensongers.

«La Croix du Bénin» — Catherine Brousse (RFI)



## SOCIÉTÉ — SANTÉ

PRÉSERVATIFS ET VALEURS DE LA FAMILLE  
À PROPOS DE L'EXPANSION DU VIH/SIDA

(Suite de la première page)

été contaminées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), portant à 42 millions le nombre de personnes atteintes du VIH/SIDA dans le monde, dont 3,2 millions d'enfants<sup>(1)</sup> — le total le plus élevé de toutes les années depuis le début de l'épidémie, et ce en dépit du développement de la thérapie antirétrovirale qui, dans les pays riches, a ralenti la course de l'épidémie. 8.000 personnes meurent du SIDA par jour dans le monde<sup>(2)</sup>, 95% des personnes atteintes par le VIH/SIDA vivent dans des pays pauvres, ou en voie de développement. Sur les 42 millions de personnes infectées par le VIH dans le monde, seulement 700.000, soit 1,75% recevaient un traitement antirétroviral à la fin de 2001. La majorité de celles-ci vivent dans des pays riches. Dans ces pays, en 2001, moins de 24.000 personnes sont mortes du SIDA. Mais en Afrique, moins de 30.000 des 28,5 millions de personnes infectées recevaient un traitement antirétroviral à la fin de 2001<sup>(3)</sup>. Selon les projections d'Onusida, chargé de coordonner l'action des agences des Nations unies contre la maladie, en l'absence d'actions de prévention et de traitement massivement élargies, 68 millions de personnes mourront du SIDA dans les 45 pays les plus touchés entre 2000 et 2020, soit une multiplication par 5 des 13 millions de décès dus à l'épidémie au cours de ses deux premières décennies.

Ces chiffres sont particulièrement impressionnants quand on pense que le drame du SIDA se joue de façon spécifique, aujourd'hui, dans l'Afrique subsaharienne. La quatorzième Conférence Internationale sur le SIDA qui s'est tenue au mois de juillet dernier à Barcelone (Espagne), faisant suite à la publication, le 2 juillet, du rapport sur l'état de l'épidémie par l'Onusida, est venue rappeler la gravité de la situation dans le continent africain<sup>(4)</sup>. 3,5 millions d'Africains ont été infectés pendant la seule année 2002, portant à 29,4 millions le nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA en Afrique subsaharienne. Ceci représente 70% des personnes VIH séropositives dans le monde, pour une population qui représente seulement 10% de la population mondiale. La plus grande partie d'entre elles mourront au cours des dix prochaines années. La contamination par le VIH se fait très majoritairement, en Afrique subsaharienne, lors de rapports sexuels. Seulement 2,5% des infections à VIH y sont imputables à des pratiques d'injections dangereuses.

La prévalence de l'infection à VIH-1 dans la population adulte, en Afrique subsaharienne est, en moyenne, de 8,8% (38% au Botswana chez les 15-49 ans) (0,6% pour l'Asie du Sud-Ouest, l'Amérique Latine et l'Amérique du Nord, 0,3% pour l'Europe de l'Ouest, 0,3% pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, 0,1% pour l'Asie de l'Est et le Pacifique). L'Afrique du Sud est le pays le plus touché par l'épidémie, avec 4,2 millions de personnes infectées par le VIH. La prévalence du VIH dans ce pays est de 20%. Au Botswana, par exemple, plus du tiers de la population est infectée par le

VIH-1 (prévalence de 38%). Au Zimbabwe les personnes contaminées représentent 25,1% de la population. Le Swaziland, le Lesotho et la Zambie sont dans une situation semblable, avec une prévalence du VIH supérieure à 20%. On espérait que l'épidémie avait atteint dans ces pays sa "limite naturelle", au-delà de laquelle elle ne s'étendrait pas. Malheureusement, tel n'est pas le cas. Au Botswana, le pourcentage des femmes enceintes contaminées dans les zones urbaines qui était de 38,5% en 1997 est aujourd'hui de 44,9% (2002). Au Zimbabwe, la prévalence du VIH-1 chez les femmes enceintes est passée de 29% en 1997 à 35% en 2000, cependant qu'en Namibie elle est passée de 26% en 1998 à 29,6% en 2000, et au Swaziland de 30,3% à 32,9% durant la même période. L'épidémie continue de progresser au Zimbabwe, en Namibie et au Swaziland. Des pays qui avaient su contenir l'épidémie, comme le Cameroun, voient la fréquence des contaminations se débrider ces dernières années : le taux de contamination chez les femmes enceintes est passé dans ce pays de 2% en 1988 à 4,7% en 1996 et 11% en 2000. Depuis le début de l'épidémie 34 millions de personnes ont été infectées par le VIH en Afrique subsaharienne, 11,5 millions d'entre elles sont déjà mortes (83% des personnes mortes du SIDA depuis le début de l'épidémie). L'espérance de vie à la naissance qui s'était élevée, en Afrique du Sud, de 44 ans dans les années 50 à 59 ans dans les années 1990, tombera à 45 ans entre 2005 et 2010<sup>(5)</sup>. L'espérance de vie en Afrique est tombée à 47 ans en moyenne, alors que, sans le SIDA, elle serait de 62 ans. Ces morts constituent la partie la plus jeune de la population, celle qui avait de l'instruction, une formation professionnelle, ou qui enseignait dans les écoles<sup>(6)</sup>. Ils portaient l'espérance dans ces pays de la pauvreté. Les premières victimes sont les femmes, qui représentent 58% des personnes touchées. Nombre d'entre elles étaient de jeunes mères avec des enfants en bas âge. Il en résulte le terrible problème aujourd'hui des orphelins du SIDA, 95% des 11,2 millions d'orphelins du SIDA dans le monde sont Africains<sup>(7)</sup>.

Si 7 personnes sur 10 parmi les nouveaux infectés vivent dans l'Afrique subsaharienne, la proportion s'élève, en ce qui concerne les enfants, à 9 sur 10. 570.000 enfants de moins de 14 ans ont été infectés par le VIH cette année en Afrique subsaharienne, 90% d'entre eux étant nés de mères séropositives.



De tous ces chiffres ressort la réalité de la tragédie, l'épidémie du VIH/SIDA dévaste l'Afrique et met en péril le futur même du continent. Le Conseil de Sécurité des Nations unies s'était réuni le 10 janvier 2000 spécialement sur cette question<sup>(8)</sup> et avait déclaré l'épidémie le plus grave facteur de déstabilisation économique et politique en Afrique, "a security crisis" selon les paroles du président A. Gore<sup>(9)</sup>. "L'épidémie est devenue plus dévastatrice qu'une guerre" avait alors déclaré le Dr Peter Piot, Directeur de l'Onusida. L'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU avait alors

décidé la constitution d'un Fonds global destiné à apporter des financements internationaux pour lutter contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ce Fonds mondial a bien du mal à démarrer. Les études menées par l'université Harvard évaluaient à 10 milliards de dollars par an la somme nécessaire pour lutter efficacement contre la pandémie, l'équivalent de 0,05% du produit national brut des huit pays les plus riches du monde. Les promesses de dons dépassent aujourd'hui à peine les deux milliards de dollars. Les premiers financements représentent à ce jour un total de 616 millions de dollars. Les contributions des pays du G8 n'atteindront pas 500 millions de dollars, soit moins de 5% des objectifs fixés.

Face à cette situation, l'Église catholique n'est pas restée indifférente. Au contraire. Depuis le début de l'épidémie, c'est l'Église, catholique, avec ses hôpitaux, ses dispensaires, ses centres de soins, ses paroisses, les services apportés par les religieux et les religieuses des diverses congrégations, ses organisations locales pour l'aide aux malades et pour leur accompagnement, qui a été, en Afrique, en première ligne dans la lutte contre le VIH/SIDA. C'est pourquoi, notre Diocèse, le Conseil Pontifical pour la Famille, profitant des cours sur la famille et les questions éthiques qu'il organisait pour les Conférences Episcopales Africaines, a tenu diverses réunions et rencontres avec des médecins, des infirmiers et infirmières, des volontaires engagés dans la lutte contre le SIDA, et ces rencontres eurent lieu dans nombre de pays africains intéressés par l'épidémie.

Il est vrai que l'engagement de l'Église pour la lutte contre l'épidémie et l'aide aux malades atteints du SIDA a été, comme toujours, discret et

efficace. Nous devons saluer ici, en particulier, le dévouement admirable et la générosité profonde de tant de personnes que nous avons pu voir, en Ouganda, Kenya, Tanzanie, Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin, République Centrafricaine, Burkina Faso, visitant à domicile les malades du SIDA, leur apportant assistance humaine, soins médicaux, soins de corps et, souvent, nourriture et boisson. Pour comprendre la réalité du SIDA dans ces pays, il faut suivre, comme nous avons eu l'opportunité de le faire, ces volontaires dans leur parcours de visite, entrant dans les pièces obscures, s'inclinant avec des gestes de compassion et de tendresse vers le squelette vivant d'une pauvre femme au seuil de la mort, entourée de trois ou quatre enfants qui, demain, n'auront plus rien, et même plus leur maman. Nous devons saluer ces religieux et religieuses qui ont accueilli tant d'enfants orphelins du SIDA, et qui ont réussi à leur donner un toit, de la nourriture, de l'instruction, et une formation professionnelle, mendiant pour ces enfants de l'argent à droite et à gauche, avec peu d'aide de la part du public et encore moins de la part des institutions responsables au niveau national et international. Là, sur place, nous avons vu le Christ souffrant, le Christ méprisé, stigmatisé, rejeté, le Christ malade et sans visite, le Christ mourant de faim et de soif dans une horrible solitude et le terrible sentiment d'une vie perdue. Et nous avons vu le Christ visitant les malades, consolant les personnes dans leur souffrance, embrassant les malades du SIDA, se faisant responsable des enfants de ces malades, désormais orphelins.

C'est pourquoi, portant dans notre mémoire ces faces sereines, souriantes et saintes de tant de femmes et d'hommes d'Afrique que nous avons vus engagés quotidiennement, sans publicité, dans cette dure lutte contre les dévastations provoquées par l'épidémie du VIH/SIDA, nous avons été attristés par certaines déclarations,

(Lire la suite à la page 9)

(1) AIDS epidemic update, december 2002, UNAIDS/WHO 2002, <http://www.unaids.org>

(2) P. Benkirinon, Chaque jour, 8000 personnes meurent du sida dans le monde, *Le Monde*, mardi 9 juillet 2002, p. 4.

(3) L. K. Altman, U. N. Forecasts Big Increase in AIDS Death Toll, *The New York Times*, 3 July 2002.

(4) M. Perez, Le sida ravage plus que jamais l'Afrique, *Le Figaro*, 3 juillet 2002, p. 11.

(5) L'espérance de vie, en Zambie, est tombée de 64 années à 47 années. Dans ce pays, un jeune de 15 ans a 60% de chances de mourir du sida. D. Longie, AIDS cuts life expectancy in sub-Saharan Africa by a quarter, *British Medical Journal*, 1999, 319 (7213): 806.

(6) AIDS : Teachers Dying in Central Africa, *Current Contents*, october 1999, n° 10/99, p. 7. A quoi sert-il de construire des écoles en Afrique si les professeurs meurent comme des mouches ? *Le Monde*, Economie, 14/9/1999, p. 111.

(7) N. Herzberg, Les orphelins de Caire Road, *Le Monde*, 30/9/1999, p. 14.

(8) Afsant Bassir Pour, Les États-Unis saisissent l'ONU du problème du SIDA en Afrique, *Le Monde*, 12/1/2000, p. 3.

(9) Africa's AIDS crisis, *Herald International Tribune*, 13/1/2000, p. 8.



## SOCIÉTÉ — SANTÉ

où l'on se permettait, en substance d'accuser l'Eglise catholique d'indifférence face à la tragédie du SIDA en Afrique.

On a donc dit que l'Eglise catholique manquait du sens de la réalité et se comportait de façon peu responsable face à l'épidémie du VIH/SIDA en Afrique à cause de sa position négative vis-à-vis de l'utilisation du préservatif masculin pour prévenir la contamination sexuelle par le virus.

Le Conseil Pontifical pour la Famille n'a cessé de rappeler, lors de multiples rencontres où ce sujet était abordé, son message sur cette question difficile de la prévention du VIH/SIDA. Ce message tient en peu de mots: les "valeurs de la famille". Ce qui est en jeu ici est une certaine vision de l'homme et de la femme, de leur dignité, du sens et de la signification de la sexualité, ainsi qu'ils ont été présentés dans le document que ce Conseil a consacré à la sexualité humaine<sup>(10)</sup>. Là où il y a une véritable éducation aux valeurs de la famille, à la fidélité, à la chasteté des époux, dans la droite signification de leur don réciproque — et ceci intéresse aussi et même beaucoup les Etats —, là où l'on réussit à dépasser les formes invasives de la promiscuité, c'est l'homme qui est victorieux, et cette victoire vaut aussi contre le terrible phénomène du SIDA.

Dans la prévention de tout désastre, on peut distinguer des moyens proprement préventifs et des moyens de "contention". Pour le paludisme, par exemple, une maladie comparable au VIH/SIDA pour son incidence dans la population et le nombre des morts qui en résultent, les mesures préventives développées au cours des années — en particulier dans la lutte contre les anophèles — ont été davantage des mesures de "contention"; car elles n'ont pas portées sur les racines de la maladie proprement dites. Théoriquement efficaces, ces mesures se sont révélées, dans la pratique, peu efficaces, parce qu'on ne peut détruire toutes les larves, ni assécher tous les étangs, ni empêcher les populations d'avoir des réserves d'eau à ciel ouvert. L'autre versant de la prévention — emploi de moustiquaires ou la couverture de l'ensemble du corps pour ne pas laisser de surface de peau accessible à l'insecte — est encore plus illusoire. Quand à l'emploi de médicaments préventifs, il fait partie du luxe des touristes, des voyageurs et des militaires, pas des populations atteintes elles-mêmes.

Pour prendre un autre exemple, celui de la fièvre typhoïde, la prévention a été, la, efficace, parce que l'on a réussi à convaincre la population de prendre soin des sources d'eau de boisson, et du système d'évacuation des eaux usées. Là, il y a eu véritable prévention, parce que l'on a réussi à agir sur les habitudes et à amener les gens à suivre les mesures d'hygiène adéquates.

En ce qui concerne le SIDA, la véritable prévention doit, comme dans le cas de la fièvre typhoïde, amener les personnes à changer les habitudes qui sont en cause dans la transmission de la maladie, c'est-à-dire, avant tout, les habitudes sexuelles pour la majorité de la population, sans oublier, bien sûr, en ce qui concerne le personnel soignant, les habitudes d'injections intramusculaires ou intraveineuses contraires aux règles d'asepsie. Ce sont les habitudes sexuelles dites "à risque" qui sont responsables de la majeure partie

des contaminations par le VIH, et donc de la diffusion de l'épidémie. Tant qu'un véritable effort n'aura pas été fait dans cette direction, on ne pourra pas parler de véritable prévention du SIDA.

Les autorités sanitaires répondent en général en brandissant le préservatif, investi d'une mission quasi salvatrice à leurs yeux. Mais le préservatif fait, lui aussi, partie des moyens pour "contenir" la transmission sexuelle du VIH/SIDA, pour limiter cette transmission. Tous sont d'accord pour reconnaître que la "perfection" ne fait pas partie de ce domaine, et qu'elle ne peut en faire partie, parce que la partie "technique" ne représente là qu'une partie de l'effet-barrière recherché, tandis que la partie "humaine", avec ses défaillances, ses oublis, ses ignorances, ses malhabiletés, sa paresse et sa négligence intervient pour beaucoup dans les "insuccès" du préservatif, et n'est pas contrôlable par le fabriquant. Sans parler de la possibilité de rupture ou de "glissade" du dispositif pénien — toujours possible durant l'acte sexuel — il est clair que le préservatif n'est efficace "lorsqu'il est utilisé de façon correcte"<sup>(11)</sup> — et seulement dans ces conditions —, une requête d'un optimum qui laisse beaucoup de place au non optimum<sup>(12)</sup>. Le détail des nombreux cas d'échec du préservatif a été déjà largement porté à connaissance ailleurs<sup>(13)</sup>. La réalité est que, pour divers motifs, on a rendu équivalents "bon usage du préservatif" et "prévention du SIDA", sans que l'efficacité du préservatif soit statistiquement démontrée. En fait, cette efficacité n'est pas démontrable à cause de la multitude des facteurs qui interviennent dans le cours de l'épidémie.

Cette "décision de principe" a délibérément laissé dans l'ombre ce qu'on savait déjà depuis longtemps sur la relativité de l'efficacité du préservatif lorsqu'il est utilisé comme contraceptif de barrière<sup>(14)</sup>. De fait, les statistiques en ce domaine montrent quasi 15% d'échecs pour 100 rapports sexuels "protégés" par le préservatif. On voudrait donc nous faire croire que, comme par magie, le virus VIH, 450 fois plus petit que les spermatozoïdes, seraient pratiquement toujours arrêtés par le mur de silicone du préservatif, tandis que les mêmes spermatozoïdes seraient capables de passer la barrière de latex 15 fois sur 100 rapports sexuels complets! L'unique étude statistiquement valable en ce qui concerne l'efficacité du préservatif dans la lutte contre le VIH/SIDA est celle du "Groupe d'Etudes européennes"<sup>(15)</sup>. Mais cette étude porte sur des couples stables, sans infection génitale, dans les conditions propres à l'Europe, conditions dans lesquelles, en tous cas, la transmission sexuelle du VIH est plus que discrète. Les autres

statistiques — qui doivent être interprétées avec prudence — montrent toujours un pourcentage d'échecs d'au moins 10% (un échec pour 100 préservatifs utilisés)<sup>(16)</sup>.

Finalement, comme l'ont récemment fait observer des chercheurs de l'University College Medical School, à Londres<sup>(17)</sup>, la publicité donnée au préservatif dans la lutte contre le VIH/SIDA, pourrait avoir un effet contraire à ce qui est recherché, dans la mesure où cette publicité porterait les sujets à des pratiques sexuelles plus risquées, à cause du sentiment de sécurité qu'ils éprouveraient lorsqu'ils utiliseraient le préservatif.

On ne peut donc pas plus espérer arrêter l'épidémie de VIH/SIDA avec le seul préservatif, qu'on ne peut espérer arrêter l'inondation d'un fleuve en lui opposant seulement des sacs de terre lorsque les digues principales sont déjà rompues. Tout ce qu'on peut espérer est la contenir.

De toutes façons, la position de l'Église en ce qui concerne la prévention du VIH/SIDA ne se situe pas à ce niveau technico-sanitaire. Elle se situe au niveau de l'origine humaine, anthropologique, du problème, c'est-à-dire au niveau du respect de la sexualité humaine, au niveau des valeurs qui définissent et déterminent la croissance en humanité des individus qui constituent le genre humain. Si l'épidémie du VIH/SIDA a pris de telles proportions dans les pays de l'Afrique subsaharienne, c'est parce que les conditions favorables à un tel développement s'y sont trouvées: chômage, misère, conditions de réfugiés, guerres civiles, carences du pouvoir politique, carences des structures sanitaires, corruption, accumulation de populations misérables dans les grandes villes, développement d'une prostitution occasionnelle ou permanente de survie. De plus, la situation de la femme soumise à son mari sous peine de répudiation avec les très graves conséquences sociales qui en découlent, explique que ce soient les femmes qui, dans les différents pays de l'Afrique subsaharienne, sont aujourd'hui les plus touchées par l'infection du VIH/SIDA (12 à 13 femmes pour 10 hommes)<sup>(18)</sup>. La fréquence des maladies sexuellement transmissibles dans la population féminine, qui ouvrent les portes de l'organisme féminin au VIH, explique le reste. C'est à ce niveau de base, social et des valeurs, que la prévention du SIDA doit porter pour être efficace<sup>(19)</sup>.

(Lire la suite à la page 10)

(10) *Sexualità umana: verità e significato. Orientamenti educativi in famiglia*, Roma, 1995.

(11) UNAIDS: *Sexual behaviour change for HIV. Where have theories taken us?*, UNAIDS Best Practice Collection 99.27E, June 1999, [www.unaids.org](http://www.unaids.org), p. 20.

(12) W. Cates, A. R. Hinman, *AIDS and absolutism — the demand for perfection in prevention*, *The New England Journal of Medicine*, 327 (7): 492-494.

(13) W. L. Roper, H. B. Peterson, J. W. Curran, *Commentary: Condoms and HIV-STD Prevention — Clarifying the message*, *American Journal of Public Health*, 83 (4): 501-503.

(14) K. April, R. Koster, G. Fantucci, et al., *Qual è il grado effettivo di protezione dall'HIV del preservativo? Medicina e Morale*, 1994, 44 (5): 903-905.

(15) R. Kirkman, *Condom use and failure*, *The Lancet*, 1990, 336 (8721): 1009.  
R. Koss, H. Lestrade, *Condoms: communication, information et prévention*, in "Le SIDA, propagation et prévention. Rapports de la commission VII de l'Académie Nationale de Médecine", Editions de Paris, 1996, pp. 12-55.  
J. Sitandau, *Le "sexe sûr" et le préservatif face au défi du SIDA*, *Medicina Morale*, 1997 (4): 689-726.

(16) W. R. Grady, M. D. Hayward, J. Nogi, *Contraceptive failure in the United States: estimates from 1982 National Survey of Family Growth*, *Family Planning Perspectives*, 1986, 18 (5): 200-209.

(17) S. Jejeebhoy, *Measuring contraceptive use: failure and continuation: an overview of new approaches*, in "Measuring the Dynamics of Contraceptive Use" United Nations, New York, 1991, pp. 21-51, tables 3.5.

(18) D. M. Potts, G. J. M. Seyer, *Effectiveness and risks of birth-control methods*, *British Medical Bulletin*, 1970, 26 (1): 26-32.

(19) F. Jones, J. D. Forrest, *Contraceptive failure rates based on the 1988 NSFG [National Survey of Family Growth]*, *Family Planning Perspectives*, 1992, 24 (1): 12-19.

(20) M. P. Vessey, M. Lawless, D. Yeates, *Efficacy of different contraceptive methods*, *The Lancet*, 1982, 1 (8276): 841-842.  
World Health Organization, *Communicating Family Planning in Reproductive Health. Key Message for Communicators*, WHO, 1997, p. 18.

(21) J. De Vincenzi, *Comparison of female to male and male to female transmission of HIV in 563 stable couples*, *British Medical Journal*, 1992, 304: 809-813.  
J. De Vincenzi, *For the European Study Group on Heterosexual Transmission of HIV. A longitudinal study of human immunodeficiency virus transmission by heterosexual partners*, *The New England Journal of Medicine*, 1994, 331 (6): 341-346.

(22) P. C. Gotsche, M. Harding, *Condoms to Prevent HIV Transmission Do Not Imply Truly Safe Sex*, *Scandinavian Journal of Infectious Diseases*, 1998, 20 (2): pp. 233-234.

(23) H. Hearst, S. Hulley, *Preventing the heterosexual spread of AIDS. Are we giving our patients the best advice?*, *JAMA*, 1988, 259 (16): 2428-2432.

(24) J. Kelly, *Using condoms to prevent transmission of HIV. Condoms have an appreciable failure rate*, *British Medical Journal*, 1996, 312 (7044): p. 1478.

(25) J. B. Kelly, J. S. N. Lawrence, *Condoms about condoms in prevention of AIDS*, *The Lancet*, 1987, 1 (8258): 323.

(26) S. H. Vermund, *Editorial: Casual sex and HIV Transmission*, *American Journal of Public Health*, 1995, 85 (11): 1488-1489.

(27) J. T. Vessey, D. R. Lawton, J. S. Lyons, et al., *Condom Safety and HIV. Sexually Transmitted Diseases*, 1994, 21 (1): 59-60.

(28) S. Weller, *A meta-analysis of condom effectiveness in reducing sexually transmitted HIV*, *Social Science Medicine*, 1993, 36 (12): 1365-1364.

(29) J. Richens, J. Inrie, A. Copes, *Condoms and seat belts: the parallels and the lessons*, *The Lancet*, 2000, 355 (9201): 400-403.

(30) AIDS epidemic update, december 1999, UNAIDS, p. 16.

(31) M. S. Cohen, *Sexually transmitted diseases enhance HIV transmission: an ongoing hypothesis*, *The Lancet*, 1998, 351 (suppl III): SIII-SIII7.

(32) Les études réalisées à Mwanza, Tanzania (Grosskurth et al.) et, plus récemment, dans le district Rakai de l'Uganda (Waver et al.) ont montré comment l'infection à VIH peut être contrôlée et prévenue dans les populations par le seul traitement des maladies sexuellement transmissibles.

(33) H. Grosskurth, I. Mosha, J. Edd, *Impact of improved treatment of sexually transmitted diseases on HIV infection in rural Tanzania*, *Lancet*, 1995, vol. 346, pp. 530-536.

(34) *Lancet*, 1997, vol. 350, pp. 1805-1809.

(35) M. J. Waver, N. K. Nkwankamo, D. Serwadda, et al., *Control of sexually transmitted diseases for AIDS prevention in Uganda: a randomized community trial*, *Lancet*, 1999, 353 (9152): 515-525.





RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

## DEUX NÉO-PROFÈS PERPÉTUELS CHEZ LES CAMILLIENS



«Tout est grâce pour qui est convaincu que le Seigneur est le Maître de notre destinée».

Cette expression, d'une sublime concision et dont la profondeur n'a d'égale que sa suavité, traduit à merveille la profession perpétuelle effectuée chez les Pères camilliens le samedi 15 mars 2003.

En ce jour béni, les frères Denis Kpatkana de la paroisse Christ-Lumière-du-Monde de Kpangalam (diocèse de Sokodé/Togo) et Épiphan-Stéphane Nayéton de la paroisse Notre-Dame-de-l'Atlantique de Djèrègbé (diocèse de Porto-Novo, Bénin) dans la fleur de l'âge, se sont généreusement donnés définitivement à Celui qui est désormais pour eux : le Chemin, la Vérité et la Vie. Ce faisant, ils se sont entièrement abandonnés entre les bras du Christ, leur divin Maître (Époux).

Le cadre de la célébration de ces épousailles mystiques a été la chapelle de la Maison de Formation Saint-Camille sise à Sèghanou dans la localité de Ouidah.

Commencée à 10 heures comme prévue, la messe s'est déroulée avec simple solennité à la satisfaction générale de tous. Après la proclamation de l'Évangile, un salut d'ap-

plaudissement a explosé dans l'assemblée lorsque chacun des ordinands a exprimé le «Oui, me voici».

Soutenus par la prière de l'assemblée, fortement éclairés et édifiés par l'homélie du Révérend Père Antonio Puca, (Supérieur provincial Siculo-Napolitain) venu d'Italie, les deux élus Denis et Épiphan-Stéphane se sont engagés «pour toujours» à vivre les conseils évangéliques de Pauvreté, Chasteté et Obéissance. À ces trois vœux traditionnels, ils en ont ajouté un quatrième qui constitue la substantifique moëlle et l'épine dorsale de la spiritualité camillienne : «Servir les malades jusqu'au péril de leur vie».

Tandis que les néo-profes perpétuels gravissaient les marches du chœur pour aller apposer leur signature authentifiant leur engagement définitif, un vibrant chant d'action de grâce éclatait de l'assemblée qui donnait libre cours à la joie et à l'émotion, remerciant le Seigneur pour le don sans prix de ces deux jeunes gens.

La célébration se termina par la même note initiale de beauté avec une magnifique procession rythmée de chants et auréolée de congratulation à l'adresse des heureux du jour.

Que nos prières jointes à celle de Marie, Notre-Dame Santé des Malades, de saint Camille, leur père fondateur, et des Bienheureux et Bienheureuses de la charité ainsi que celle de leur frère Alphonse-Marie Azamati (inhumé à Ouidah le 08 mars 2003), les accompagnent dans les jours à venir sur les lieux et selon la modalité que leurs supérieurs leur indiqueront.

Abbé André Nayéton  
Grand séminaire Saint-Gall  
Ouidah

## LES OBSÈQUES DU PÈRE YVES CALVEZ

Le révérend père Yves Calvez, recteur de la paroisse Saint-Martin de Chabicouma, s'est endormi dans le Seigneur le 21 janvier 2003 à Montfermier-sur-lez, presque à l'âge de 80 ans. Son départ pour la maison du Père ne pouvait guère laisser indifférente l'Église de Natitingou, où il a passé le plus clair de son existence terrestre. Aussi, le diocèse a-t-il organisé en sa mémoire une messe de requiem le 15 février 2003 à Chabicouma, son dernier poste mais aussi le lieu au sein de laquelle il a le plus longtemps servi. Tous les agents pastoraux du diocèse de Natitingou étaient au rendez-vous. Chacun tenait à rendre ce dernier hommage à celui qui, grâce à ses propos pleins d'humour, égayait toujours nos rencontres. Le diocèse de Djougou (prêtres, religieuses et laïcs), s'était fortement mobilisé pour se joindre à nous dans cette célébration. Monseigneur Paul K. Vieira, absent du territoire national en cette période, n'a pas manqué d'assurer aux chrétiens de Chabicouma consternés par ce décès, de son soutien et de sa communion dans la prière : «Merci à vous, pouvait-on lire dans sa lettre, d'avoir pensé célébrer de cette façon le souvenir, la mémoire de notre ancien, le Père Yves Calvez, le recteur de votre paroisse... Et de poursuivre : «Je ne serai pas au pays à la mi-février mais je tiens à vous assurer de ma communion dans la prière pour ce serviteur de Dieu et des hommes, que le Seigneur m'a donné de rencontrer sur ma route de grand séminariste dès ma première prise de contact avec le diocèse de Natitingou... Une amitié particulière me liait à cet homme qui me rendait bien par les nombreuses visites que j'avais l'habitude de recevoir de lui ici à l'évêché de Djougou... Mes liens avec sa terre natale, la Bretagne, ont renforcé les nôtres. Notre dernière rencontre remonte au 25-26 octobre dernier quand j'ai été rendre visite à nos anciens en leur maison de repos à Baillarguet près de Montpellier. Le père Calvez, sortait de l'hôpital bien affaibli, sans appétit... mais heureux encore de vivre et projetait enfin saluer les siens en Bretagne... C'est désormais dans le Seigneur et dans sa lumière qu'il nous rencontrera tous. Portez loin, chers amis, très loin le témoignage de foi, d'amour et d'espérance que ce missionnaire a imprimé dans votre terre et vos cœurs».

Très nombreux donc le 15 février dernier, nous nous sommes retrouvés autour de la table eucharistique, pour accompagner de nos prières et de notre action de grâce le père Yves Calvez jusqu'en la demeure du Père éternel. On le sait, la table eucharistique est la source intarissable où le père Calvez puisait inlassablement sa vigueur et son ardeur au travail.

Cette célébration très recueillie s'est déroulée en plein air parce que l'ancienne église était devenue trop petite pour accueillir l'ensemble des fidèles présents et que la nouvelle est

encore inachevée. Elle a débuté à 10 heures par la procession des célébrants précédés de la chorale et de «Akpatrau» (représentation matérialisée du défunt empruntée aux coutumes kabyle).

Le choix des textes liturgiques a obéi parfaitement au goût du feu père Calvez qui, pour les célébrations funèbres, avait une prédilection pour l'Évangile selon saint Jean concernant la résurrection de Lazare.

Son Excellence Monseigneur Pascal N'Koué, dans son homélie, a souligné la différence fondamentale à mettre entre la résurrection de Lazare qu'il a volontiers appelée réification et celle que le Christ a inaugurée par la sienne propre (dont la réification de Lazare n'était qu'une préfiguration).

Nous situant ainsi le centre de notre foi (chrétienne), le prélat nous a exhorté à la confiance indéfectible au Christ, notre Pâques, et à une vie dynamique dans l'espérance.

Parlant du défunt, notre évêque a salué son esprit hautement missionnaire et a reconnu à sa juste valeur, l'œuvre combien immense accomplie par lui. Toutes les nombreuses chapelles construites par le père Calvez sont régulièrement pleines et les communautés chrétiennes vivantes. Il a aussi mis en relief tout l'intérêt que le père Calvez portait au social (santé, école, développement rural) et son grand souci à promouvoir les vocations en vue de garantir la pérennité de la mission.

Le révérend père Bergeron, vice-provincial des pères de la SMA, a abondé dans le même sens que notre évêque, lorsque la parole lui a été donnée à la fin de l'Eucharistie. Il s'est également félicité de la construction très avancée de la nouvelle église. Il a souligné que le père Calvez en avait grand souci.

Le père Yves Calvez n'est donc pas parti en combattant fugitif et solitaire comparaitre à la face du Roi Éternel.

Nous avons solennellement accompagné de nos prières, notre père bien aimé, alors qu'il avançait triomphalement, la dépouille de l'ennemi en mains, recevoir de son créateur et rédempteur la couronne impérissable destinée aux intendants fidèles des mystères divins.

Comme le manteau d'Élie revenu à Élisée, le père Calvez en partant, nous a laissé ce mot d'ordre qu'il répétait souvent : Ephésiens 3/13 (Ne vous laissez pas abattre).

Abbé Bertin,  
curé de Chabicouma

**ET VOTRE  
RÉABONNEMENT !  
Y AVEZ-VOUS  
PENSÉ ?**

MERCI DE LE FAIRE !



RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

## Coup de projecteur sur une Congrégation religieuse pas comme les autres

# LES «HERMANOS FOSSORES» PRÉPARENT L'ÉTERNITÉ DEPUIS 50 ANS

Les cimetières, ils aiment cela, au point d'y passer leur vie, si l'on ose dire. Ils ? Ce sont des religieux, certes bien peu nombreux dans le monde, puisqu'ils exercent exclusivement leur charisme en Espagne. Peu connus, on les appelle les «Frères fossyeurs». Et même si leur nom s'inspire des lointaines catacombes, ces religieux n'en vivent pas moins à l'heure de l'informatique, pour leur comptabilité s'entend... Reportage, sur ces religieux qui préparent l'éternité depuis leur fondation, il y a 50 ans.

Les «Hermanos Fossoreos de la Misericordia», les «Frères fossyeurs de la miséricorde», célèbrent cette année, en Espagne, le cinquantième anniversaire de leur fondation. Une congrégation «pas comme les autres» : elle est la seule à se consacrer exclusivement aux cimetières et à leur entretien, à la sépulture des défunts et à la prière pour le salut de leur âme. Pas seulement à la Toussaint et à la fête des morts, mais tout au long de l'année. En cette période de Pâques, où la vie prend sa «revanche» sur la mort, où le matin de Pâques l'emporte sur le Vendredi saint, le travail des «Hermanos Fossoreos de la Misericordia» valait bien un coup de projecteur.

Ils ne sont pas nombreux, les «Frères fossyeurs», à peine une douzaine aujourd'hui, présents uniquement en Espagne. Il faut dire que les vocations ne fleurissent guère. Pas facile, à vrai dire, de choisir un tel mode de vie, avec la mort à proximité. Et encore plus difficile en Andalousie, le pays qui chante le soleil tout au long de l'année, y compris dans les cimetières de Cadix et de Grenade. Là où, précisément, travaillent ces religieux, du soir au matin, entre leurs moments de recueillement et de prière pour les défunts. Une autre communauté exerce dans le nord, sur les bords de l'Ebre, à Logroño, dans le Rioja.

### LOINTAIN HÉRITAGE

Avec leur bure couleur marron, les «Frères fossyeurs» se sentent les héritiers des persécutés qui allaient se réfugier dans les catacombes romaines, là où ils étaient aussi enterrés en chrétiens.

Pourtant, c'est en 1953 seulement que débutera, dans le cimetière de Cadix (Grenade), la sépulture des morts, la prière pour les vivants et pour les défunts de la part de quelques religieux : 12 en tout, répartis à parts égales dans les communautés de Cadix et Logroño. «Notre congrégation n'a jamais compté plus de 35 membres, tous frères. Nos tentatives d'essaimer à l'étranger, se sont d'ailleurs soldées par autant d'échecs, malgré une timide et brève apparition au Canada, bien éphémère», confie à l'Apic, Frère Hermenegildo, du côté de l'Andalousie.

Le fondateur, Frère José María de Jesús Crucificado, vit toujours. Il fut le premier à croquer l'idée, à tenter cette expérience de vie religieuse particulière.

### PAS LA FIN...

Dans une lettre écrite à l'occasion du jubilé de la congrégation, Frère José María explique que l'idée, née à Cordoba, a mûri avec l'intention de fonder une nouvelle famille religieuse consacrée aux cimetières. Pour les «fossoreos», relève-t-il, «la mort n'est pas la fin, mais seulement le début». D'où le nom qu'ils lui donnent de «mort-vie».

Leur mission, le supérieur général de la congrégation, Alberto Agustín Sany, la conçoit comme un contraste de vie dans l'enceinte d'un cimetière. Pas simple à faire comprendre aux survivants. «Ces dernières années, dit-il, nous avons essayé d'être sel et lumière du Christ Ressuscité, dans une période où justement beaucoup de gens marchent dans les ténèbres et pensent que c'est là où tout finit».

### NOMBREUSES DEMANDES

Les «Hermanos fossoreos» ne résistent sans doute pas aux temps à venir, par manque de relève. Leur moyenne d'âge bascule aujourd'hui lentement mais inexorablement vers la seconde partie du siècle. «Le peu de vocations n'est pas propre à notre congrégation. L'Eglise dans son ensemble est touchée», commente Frère Hermenegildo. «Ceci dit, il faut bien reconnaître que les jeunes ne se pressent pas au portillon du cimetière pour venir nous rejoindre». Non qu'ils redoutent de se tuer à la tâche, mais en raison de l'environnement même et de l'idée de la mort, omniprésente dans le charisme des frères fossoreos. «Les jeunes, précise notre interlocuteur, manifestent de la curiosité à notre égard. Chaque année, plusieurs tentent de faire le pas. Mais une fois qu'il s'agit d'expérimenter et de mettre en pratique... ils se retirent très vite». Une question de semaines, voire de quelques mois pour les plus téméraires et les moins vulnérables.

Corollaire, le manque de vocations empêche les «Hermanos fossoreos» de répondre présents là où ils sont demandés, soit un peu partout en Espagne. Leurs démarches, pour se faire connaître un peu plus sur le «marché des charismes», sont demeurées lettre morte. Pourtant, il n'est nullement exagéré d'affirmer que nombre de municipalités souhaiteraient les voir œuvrer dans leurs cimetières, dans l'accompagnement des défunts et de leurs familles, dans ce qui touche à la mort, et jusqu'à l'embellissement des tombes. D'autant, assurent certains responsables de cimetières, que ces lieux sont parfois bien trop délaissés, oubliés. Sans parler des moments de recueillement et de prière pour l'âme du défunt, qui «se font trop rarement».

Pas étonnant, dès lors, que les populations habituées à voir œuvrer dans leur région ces frères assistent la mort dans l'âme à la disparition de ces communautés. Qui s'éteignent une à une. «Il y a 5 ans, relève Frère Hermenegildo, nous avons été dans l'obligation de cesser nos activités du côté de Majorque. Autorités

et administrés ont tout essayé pour trouver une solution». En vain. D'où le renforcement de la communauté dans le nord, du côté du Rioja.

### UN GAGNE PAIN AUSSI

S'occuper des morts, de la mort, permet aussi à cette congrégation de vivre, de trouver de quoi, matériellement, assumer leur travail, leur responsabilité et leur subsistance. Les «Hermanos fossoreos» de la miséricorde, pour être plus précis, dépendent en effet de la rétribution que leur consentent les municipalités qui font appel à leurs services.

Pas question, pourtant, d'appliquer un tarif précis. Ils prennent ce que veulent bien leur donner les «trésoriers» des dites municipalités, dont la réputation de générosité n'est pas forcément une qualité reconnue. Pourtant, ils ne s'en plaignent jamais, faisant valoir que leur vocation se place au-dessus des contingences purement matérielles. Une aubaine, pour les caisses municipales, à l'exception de celle de Logroño. Elle rétribuerait en 2003 les services de la communauté religieuse locale pour un montant de 52.000 euros soit environ 36.400.000 F CFA. Six religieux en bénéficient.

fieront, modestement sans doute, dans leur maison sise à l'intérieur du cimetière du lieu.

### SANS CRAINTE NI PEUR

Pour le supérieur de la communauté de Logroño, le Frère Rafael Rivera, son activité ne lui inspire ni peur ni crainte particulières. «Pourquoi en aurions-nous ? Nous travaillons dans la paix et le calme, du matin dès le réveil à 6 h 30 pour participer au premier office du jour, jusqu'à la nuit, pour penser à se reposer un peu, y compris en lisant ou en regardant la télévision».

Frère Rivera, serein, explique que sa mission est «d'accompagner les fidèles et de les conforter dans leur foi en la résurrection», même si le côté intendance doit parfois le disputer au spirituel, avec les tâches terrestres pas de tout repos : inhumation, préparation des tombes — des «nichos», sorte de niches, dans les pays catholiques du sud —, entretien des jardins, nettoyages des lieux, gestion du cimetière, mise à jour des livres des défunts, sans compter le travail administratif avec les fonctionnaires municipaux. Pas de quoi chômer, mais fallait-il le préciser...

Pierre Rottet de l'Apic

## INTENTIONS GÉNÉRALES ET MISSIONNAIRES DU PAPE JEAN-PAUL II POUR L'ANNÉE 2003

Les intentions générales et missionnaires du Saint-Père pour l'année 2003 ont été établies en fonction de thèmes proposés par les différents dicastères romains, pour les intentions générales, et par la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples, en ce qui concerne les intentions missionnaires. Le Pape Jean-Paul II a retenu les thèmes suivants :



le Saint-Esprit suscite en elles un renouveau d'ardeur à l'évangélisation du continent tout entier.

### JUIN

Générale : pour les fidèles qui assument des responsabilités dans la vie publique, afin que, suivant les enseignements de l'Évangile et les principes de la doctrine sociale de l'Église, ils défendent et promeuvent en toute situation le respect des valeurs humaines.

Missionnaire : pour les chrétiens de l'Inde appartenant à différentes traditions, afin qu'ils soient poussés à offrir ensemble un témoignage de pleine unité et de communion dans l'unique Esprit qui les guide.

### MAI

Générale : pour les enfants en difficulté et pour ceux qui se consacrent à les aider, afin qu'ils trouvent en Marie, Mère de la vie, un appui ferme et constant.

Missionnaire : pour les Églises particulières d'Asie, afin que



## SOCIÉTÉ — SANTÉ

PRÉSERVATIFS ET VALEURS DE LA FAMILLE  
A PROPOS DE L'EXPANSION DU VIH/SIDA

(Suite de la page 7)

La prévention la plus radicale du VIH/SIDA, celle qui est la plus efficace en absolu, et personne ne peut le nier, se trouve dans l'abstinence sexuelle pour les adolescents, avant le mariage, et dans la chasteté conjugale, dans le mariage. Ceci est le message de l'Eglise. Se limiter à inviter les adolescents à utiliser un préservatif lors de leurs expériences sexuelles revient à continuer d'alimenter le cercle vicieux de la promiscuité sexuelle et du machisme qui explique la gravité de la pandémie en Afrique subsaharienne. C'est une illusion de mesurer l'efficacité de la lutte contre le VIH/SIDA au nombre de préservatifs distribués dans la population.

Aujourd'hui, on présente les cas de l'Ouganda et de la Thaïlande comme exemplaires (21), là où les efforts internationaux et nationaux en faveur de l'usage des préservatifs auraient porté des fruits.

Dans le cas de la Thaïlande, l'effort des autorités sanitaires s'est porté vers les prostituées et leurs clients militaires, en les contraignant à utiliser des préservatifs lors de ces rapports sexuels "commerciaux". Les fruits de cette politique sont surtout manifestés dans la prévention des maladies sexuellement transmissibles (22). Ce qui n'est toutefois pas clair, c'est si la promotion du préservatif dans ce pays a eut un effet réel sur le cours général de l'épidémie du VIH/SIDA (23). L'usage du préservatif en de telles conditions a pu être considéré par ses promoteurs comme un "moindre mal", mais il est douteux qu'il ait réglé la question des relations intenses entre militaires et prostituées qui a certainement contribué à la gravité de la diffusion du SIDA dans ce pays. Ce "succès" de la Thaïlande, un moment hautement proclamé, a d'ailleurs disparu des références officielles, ce qui confirmerait l'inefficacité à long terme de cette politique.

Le cas de l'Ouganda paraît plus clair et plus convaincant. Dans ce pays, les efforts de prévention du VIH/SIDA se sont portés sur tous les fronts et ont effectivement touché les racines du problème. Dans l'étude présentée par l'Onusida 24, on s'est interrogé sur les facteurs qui ont porté au déclin de l'épidémie dans ce pays, l'unique cas à vrai dire au monde où l'épidémie semble s'être abattue d'elle-même, sans l'aide de la thérapie antivirale (25). La prévalence du VIH/SIDA en Ouganda s'est en effet abaissée de 45% à 35% chez les hommes examinés dans les cliniques pour maladies sexuellement transmissibles, et de 21% à 5% chez les femmes enceintes examinées à Jinja, entre 1990 et 1996. Si les réponses des questionnaires semblent montrer dans ces cas qu'hommes et femmes recourent plus souvent au préservatif, le facteur qui semble être d'importance majeure est le changement observé dans les attitudes sexuelles des jeunes. Ceux-ci retardent les premiers rapports sexuels (56% des jeunes gens entre 15 et 19 ans déclaraient en 1995 ne pas avoir eu de rapports sexuels, contre 31% en 1989;

46% des jeunes filles ont déclaré la même chose en 1995 contre 26% en 1989). Ils retardent aussi l'âge du mariage. Un autre facteur important expliquant la déclin de l'épidémie est aussi la diminution des rapports sexuels hors du couple, chez les gens mariés (on est passé de 22,6% en 1989 à 18,1% en 1995 pour les hommes) (26).

Pour conclure ces observations sur la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA en Afrique subsaharienne, et du rôle que l'Eglise Catholique a joué dans cette lutte, il convient de signaler, entre autres, certaines initiatives exemplaires réalisées pour les adolescents et les jeunes de ces pays. Des groupes de jeunes se sont constitués en Ouganda, Tanzanie et Nigeria, sous l'inspiration et avec l'appui de religieuses, prêtres et laïcs catholiques, qui se dévouent pour eux. Ces groupes se consacrent à la lutte contre le VIH/SIDA (27). Ils portent des noms significatifs: "Youth alive", "Youth for Life". Dans ces groupes informels et autonomes, indépendants de quelque organisation que ce soit, gouvernementale, d'Etat, ou internationale, des jeunes gens et des jeunes filles de 16-18 ans se dévouent à lutter contre le VIH/SIDA auprès de leurs compagnons d'école, de loisir et de voisinage, en commençant par eux-mêmes, avec un engagement à la continence sexuelle jusqu'au mariage et à la chasteté conjugale dans le mariage.

Ces groupes ne sont pas des projections théoriques des désirs de quelques clercs. Ils existent réellement, et cela depuis des années, agissant avec discrétion et efficacité. Nous avons eu la chance de les rencontrer et de parler avec ces jeunes, "normaux", souriants, joyeux, intéressés à la musique et au foot, aimant la vie mais non les préservatifs. Ces groupes ne demandent pas d'argent pour exister: ils demandent de l'intérêt, de l'amour, de la patience, du temps, du dévouement et de la foi pour ceux qui les suivent.

On ne peut pas nier que ce modèle a du succès, et vaut la peine d'être imité et appliqué. Certes, ce n'est pas un modèle facile, qu'on puisse créer à simple coup d'argent. C'est un modèle pleinement humain, basé sur la foi et l'espérance, pas sur du matériel en latex à distribuer. Aujourd'hui il semblerait que l'on préfère le matériel à distribuer à l'effort humain. Avec les millions de dollars dépensés dans l'industrie du préservatif, on aurait pu faire bien plus pour les jeunes de l'Afrique, leur éducation, leur soutien et pour la prévention efficace contre la contamination par le VIH/SIDA.

On a exclu a priori des programmes de prévention du SIDA une telle invitation à la chasteté conjugale et à l'abstinence sexuelle hors mariage sous prétexte qu'elle était utopique, et ne correspondait pas aux réalités concrètes du jour. Or, que constate-t-on dans ces réalités concrètes? On observe, en particulier dans les pays où le SIDA sévit de façon marquée depuis déjà plusieurs années, une salutaire réaction de la population, marquée par une diminution des rapports sexuels extra-matrimoniaux et un retard à l'âge des premiers rapports sexuels

chez les jeunes. C'est ce qu'on a constaté en Ouganda.

Dans le cas particulier des couples monogames sérodiscordants, le recours au préservatif a été présenté comme quasi obligatoire, en raison de la menace très sérieuse de contamination de l'époux VIH séronégatif par son conjoint séropositif. L'idée même d'une quelconque abstinence sexuelle a été non écartée. Or les statistiques dont il a été plus haut question montrent qu'un nombre non négligeable de ces couples (11 à 25%) (M. A. Fischl, 1987, I. de Vicenzi, 1994) choisissent d'eux-mêmes de ne plus avoir de rapports sexuels, sans pour autant se séparer (28).

On constate par ailleurs que, dans les couples VIH-sérodiscordants qui ont certes recours au préservatif, mais d'une façon inconsistante, lorsque le conjoint séropositif est asymptomatique, le taux de séroconversion du conjoint séronégatif est faible (4,8%) (index cumulé de séroconversion de 7,8%) (P. J. Feldblum, I. De Vicenzi) et est identique à celui trouvé dans les couples qui n'utilisent jamais le préservatif. Lorsque le partenaire infecté est en stade symptomatique, ou bien lorsque ce partenaire a un comportement sexuel à risque, le risque de séroconversion du partenaire négatif devient sérieux (index cumulé de séroconversion à 48,7%) et l'usage du préservatif n'exerce plus aucune influence sur ce risque (N. Padian, I. De Vicenzi). C'est ce que montre la statistique de Feldblum (1991) et plus encore les chiffres désastreux fournis par N. Padian et coll. (1987), avec jusqu'à 35% d'échecs (29).

En réduisant l'effort de prévention du VIH/SIDA à la simple promotion du préservatif, on a certainement paré au plus pressé en ce qui concernait les milieux très favorables au développement de l'épidémie à cause des habitudes sexuelles qui les caractérisaient. Mais on n'a pas fait office de véritable prévention dans la population en général, en particulier vis-à-vis des jeunes. On a dit qu'il ne fallait pas faire peur. On a dit aussi que les choix sexuels étaient affaire privée et que la tâche des autorités n'était pas de moraliser. On s'est refusé à prendre les mesures épidémiologiques que requerrait la gravité de l'affection. On s'est contenté de proposer le préservatif. Le résultat est que l'épidémie du VIH/SIDA, qui aurait pu être facilement arrêtée au début de son expansion, a pu s'étendre au monde entier, entraînant les millions de victimes que l'on sait.

L'Eglise catholique croit dans la valeur de l'homme, dans ses ressources, qui sont d'abord spirituelles. Elle croit que "l'homme passe infiniment l'homme" comme le disait Blaise Pascal, parce que l'homme est créé à l'image de Dieu (Gen. 1, 27). Dans le domaine du VIH/SIDA, nous

(Lire la suite à la page 12)

(22) R. S. Hauenberg, W. Rajanapithayakorn, P. Kanasol, D. C. Sokal, Impact of Thailand's HIV-control programme as indicated by the decline of sexually transmitted diseases, *The Lancet*, 1994, 344 (8917): 243-245.

(23) J. Richens, J. Imrie, A. Copas, Condoms and scot belts... p. 401.

(24) A measure of success in Uganda, UNAIDS Case Study, May 1998.

(25) G. Asimwe-Othman, A. A. Opio, J. Musinguzi, E. Madira, G. Tembo, M. Carael, Changes in sexual behavior and decline in HIV infection among young pregnant women in urban Uganda, *AIDS*, 1997, 11: 1757-1764.

(26) Ces données sont confirmées par les résultats d'une étude récente sur les différences entre les attitudes sexuelles de la population dans quatre villes africaines qui connaissent des degrés différents de prévalence du VIH/SIDA (de 3,3% à Cotonou, Bénin, à 31,9% à Ndola, Zambie). Cette étude a montré, entre autres, un rapport entre la prévalence des premiers rapports sexuels chez les jeunes filles et la prévalence du VIH/SIDA dans leur groupe. Les adolescentes de Kisumu et Ndola ont en particulier des rapports sexuels précoces avec des hommes d'âge plus élevé, et la prévalence des maladies sexuellement transmissibles est plus élevée dans leur groupe que chez les jeunes filles des autres villes étudiées.

J. Cohen, *AIDS Researcher's Link to Africa for New Insights*, Science, 2000, 287 (5455): 942-943.

Differences in HIV Spread in four sub-Saharan African cities, UNAIDS, Lusaka, 14 September 1999.

(27) L. McSweeney, "AIDS, your responsibility", *The Ambassador Publications*, 1991.

L. McSweeney, "Changing behavior. A challenge to love", *Ambassador Publications*, 1995.

I. D. Campbell, G. Williams, *AIDS management: an integrated approach*, ACTION AID, 1994.

(28) M. A. Fischl, G. M. Dickinson, G. B. Scott, N. Klimas, M. A. Fletcher, W. Parks, Evaluation of Heterosexual Partners, Children and Household Contacts of Adults with AIDS, *Journal of the American Medical Association*, February 6 1987, vol. 257, n° 5, pp. 640-644.

P. J. Feldblum, Results from prospective studies of HIV-serodiscordant couples, *AIDS*, October 1991, vol. 5, n° 10, pp. 1265-1266.

M. Kamanga, R. W. Ryder, M. Jingu, N. Mbuvi, L. Mbu, F. Behets, Chr. Brown, W. L. Heyward, Evidence of marked sexual behavior change associated with low HIV-1 seroconversion in 149 married couples with discordant HIV-1 serostatus: experience at an HIV counselling center in Zaire, *AIDS*, January 1991, vol. 5, n° 1, pp. 61-67.

I. De Vicenzi, for The European Study Group on Heterosexual Transmission of HIV, A longitudinal study of human immunodeficiency virus transmission by heterosexual partners, *The New England Journal of Medicine*, Aug. 1 1994, vol. 331, n° 6, pp. 341-346.

A. Nicolais, M. I. Carreia-Lis, M. Musico, C. Ariani, G. Gavaruzzi, A. Lazzarin, for the Italian Study Group on HIV Heterosexual Transmission, The Efficiency of Male-to-Female and Female-to-Male Sexual Transmission of the Human Immunodeficiency Virus: A Study of 730 Stable Couples, *Epidemiology*, November 1994, vol. 5, n° 6, pp. 576-575.

M. D. C. Guimarães, A. Munc, C. Buschi-Pinto, E. A. Castilho, from the Rio de Janeiro Heterosexual Study Group, HIV infection among Female Partners of Seropositive Men in Brazil, *American Journal of Epidemiology*, September 1 1995, vol. 142, n° 5, pp. 538-547.

(29) N. Padian, L. Marquis, D. P. Francis, R. E. Anderson, G. W. Rutherford, P. M. O'Malley, W. Winkelstein, Male-to-Female Transmission of Human Immunodeficiency Virus, *JAMA*, August 14 1987, vol. 258, n° 6, pp. 788-790.

P. J. Feldblum, Results from prospective studies of HIV-serodiscordant couples, *AIDS*, October 1991, vol. 5, n° 10, pp. 1265-1266.

(21) W. Phoolcharoen, HIV/AIDS Prevention in Thailand: Success and Challenges, *Science*, 19 June 1998, 280 (5371): 1873.



DES JOURS... L'AFRIQUE ET LE MONDE AU FIL DES JOURS... L'AFRIQUE ET LE

# NIGERIA : ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

## OLUSEGUN OBASANJO ÉLU MAIS... .. LA CRAINTE DE LA VIOLENCE PERSISTE

19 avril 2003 : élection présidentielle au Nigeria. Quelques soixante millions de Nigériens et Nigériennes se sont rendus aux urnes sur les 120 millions que compte ce géant pays d'Afrique de l'Ouest pour élire un nouveau président de la République.

Au terme du dépouillement des suffrages exprimés au premier tour, le président sortant Olusegun Obasanjo, candidat à sa propre succession, a remporté l'élection présidentielle. En effet, selon les résultats proclamés par la Commission électorale, le candidat du People's Democratic Party (PDP), Olusegun Obasanjo a fait un score écrasant de près de 62%. Le général à la retraite, Muhammadu Buhari, son principal challenger, candidat du tout-puissant parti de l'opposition, All Nigerian's People Party (ANPP) a totalisé un peu plus de 32% des suffrages exprimés. N'ayant pas accepté sa défaite, non seulement il a crié aux fraudes, juste après la proclamation officielle, mais il a invité les "Nigériens et les puissances occidentales à ne pas reconnaître un gouvernement né d'élections aussi frauduleuses". Outre l'appréciation ainsi exprimée par le candidat malheureux, nombreux sont les Nigériens à aussi crié à la fraude.

Ils sont près de cinquante mille observateurs indépendants de ces élections, représentant deux cents Organisations indépendantes, avoir eu le même avis. L'Église catholique qui a aussi observé les élections nigériennes avec trente mille observateurs (le plus gros lot d'observateurs), a également relevé beaucoup d'irrégularités. Selon le frère Dominicain Iheanyi Enverem, responsable du groupe de surveillance électorale de la Conférence épiscopale du Nigeria, des cas évidents d'irrégularités ont été enregistrés dans l'État d'Anambra. Selon lui, les "responsables électoraux du gouvernement ont annoncé les données d'un bureau de vote qui n'avait même pas été ouvert". De même, la Conférence épiscopale du Nigeria a dénoncé le fait que, parce que très liée au gouvernement, la



Le président Olusegun Obasanjo

Commission électorale (INEC) n'a fait que donner sa bénédiction aux fraudes commises sous les yeux de ses membres.

Par ailleurs, le groupe d'observateurs du Commonwealth s'est inquiété de certaines pratiques frauduleuses. Le président de ce groupe d'observateurs, l'ancien secrétaire général de l'ex-OUA, le Tanzanien Salim Ahmed Salim, a mis en relief des "tripatouillages" constatés dans les États d'Enugu et Rivers. Les observateurs de l'Union européenne ont fait le même constat de truccages réalisés dans plusieurs États comme Anambra, Benoue, Katsina, Kogi, Nasarawa, Cross River, Delta, etc. Le rapport de l'Union européenne sur la présidentielle du Nigeria dénonce des bourrages d'urnes, des falsifications de feuilles de dépouillement...

En somme, le président sortant Olusegun Obasanjo s'est imposé par les urnes pour un deuxième mandat à travers des élections pas transparentes. Le constat aujourd'hui est que les Nigériens semblent s'accommoder au choix du général Olusegun Obasanjo. À preuve, certaines régions qui ont la réputation d'être des régions de grande turbulence ont, des consultations électorales à ce jour, gardé un calme plat. Mieux, l'appel de l'opposition à l'incivisme général en signe de protestation des résultats de l'élection du 19 avril 2003 semble tomber dans des oreilles de sourds même s'il ne faut jurer de rien dans ce géant pays d'Afrique de l'Ouest. Il reste à ce que le président élu Olusegun Obasanjo mette tout en œuvre pour consolider son pouvoir, assurer la sécurité au peuple nigérien et engager sans tarder la lutte contre la corruption, le chômage grandissant, l'intolérance religieuse qui secoue durement le pays. Des défis majeurs à relever. L'heure n'est donc plus aux hésitations ni aux discours, mais à l'action constructive.

Alain Sessou

Comme un coin de voile levé sur le pays, Marc-Antoine de Montelos, dans son livre "Le Nigeria" écrit ceci: "Le Nigeria est un pays de contrastes... Appréhender le Nigeria est bien difficile". Et à ceux qui en douteraient encore, il projette un phare lumineux à travers cette anecdote: "L'univers de la jeune Haoussa mariée à l'âge de 14 ans, à Katsina dans l'extrême nord du Nigeria est bien différent de l'état d'esprit du cadre nigérien habitant dans un faubourg de Lagos".

Marc-Antoine de Montelos n'était pas du groupe des observateurs internationaux qui ont suivi sur place l'élection présidentielle du samedi 19 avril 2003 au Nigeria. Mais sans nul doute, son livre sur le Nigeria a pu servir à plus d'un d'entre eux, comme livre de bord ou feuille de route où se lit toute la géopolitique du pays. Cette première élection présidentielle organisée par des civils depuis 20 ans n'a fait que confirmer une fois de plus, l'amière réalité de la profonde fracture religieuse qui existe entre le sud chrétien et animiste d'une part, et le nord musulman d'autre part. À l'issue du scrutin et selon les résultats proclamés le 22 avril 2003 par la Commission électorale (INEC), M. Olusegun Obasanjo (originaire du sud chrétien), président de la République sortant, candidat du Parti démocratique populaire (PDP) est réélu dès le premier tour. M. Obasanjo a obtenu 61,94% des suffrages exprimés contre 32,19% pour son principal adversaire M. Muhammadu Buhari (issu du nord musulman), membre du Parti de tous les peuples du Nigeria (ANP).

Ce scrutin exprime donc une scission géographique des votes que recoupe partiellement une division religieuse. À Kaduna (nord) où la fracture confessionnelle a fait ces dernières années, plusieurs milliers de morts, crainte des dérapages était présente dans tous les esprits d'hommes avisés. Sans surprise donc, la réélection du président Olusegun Obasanjo a été rejetée à l'annonce des résultats, par l'opposition et dénoncée pour "fraudes massives" par les observateurs internationaux. Le Nigeria pourrait alors se retrouver confronté à une périlleuse instabilité politique. Mais si l'on s'accordait pour présumer que l'élection présidentielle du 19 avril 2003 au Nigeria était un scrutin de tous les dangers, il n'y a eu cependant à Kaduna, capitale économique du Nord, aucune violence le jour du scrutin, a constaté et affirmé une électorale chrétienne ayant voté dans un quartier majoritairement musulman. Ainsi, soupira-t-elle de soulagement: "Grâce à Dieu, cette journée s'est bien passée. Maintenant, c'est l'annonce des résultats qui me fait peur. Le problème chez nous, a-t-elle reconnu avec amertume, ce n'est pas celui qui gagne, mais celui qui perd".

### GÉANT DE L'AFRIQUE NOIRE

Plus de 200 communautés ethnolinguistiques coexistent au sein de la Fédération nigérienne. Trois groupes dominent, chacune des trois régions héritées de la colonisation: les Yoruba au sud-ouest, les Ibo au sud-est, et les Haoussa, peulhs au nord.

Mais réduire la vie politique et l'avenir du Nigeria à la seule ligne de clivage fondée sur des oppositions tribales serait faux.

Beaucoup, en effet, considèrent que c'est le facteur religieux qui dresse l'un contre l'autre, un nord qui est en majorité musulman contre un sud plutôt chrétien et où se concentrent les activités économiques.

Un fait est certain: le Nigeria est le géant de l'Afrique noire de par son poids démographique (120 millions environ d'habitants: "un Africain sur cinq est nigérien", de par sa taille (924.000 km<sup>2</sup>) et surtout, de par la manne pétrolière qui assure sa richesse et en fait le premier producteur d'hydrocarbure du continent, le dixième au monde...

E. Dégla

Brésil : Une religieuse recteur de l'Université catholique de Brasilia

### PREMIÈRE FEMME À OCCUPER CE POSTE

Seur Débora Pinto Niquini a été nommée Rectora («Recteur») de l'Université catholique de Brasilia. C'est la première fois qu'une femme assume cette charge dans cette institution, relève l'agence d'information religieuse «Vidimus Domum».

Seur Débora, Fille de Marie-Auxiliatrice de Belo Horizonte, a obtenu son doctorat en éducation, avec une spécialisation en pédagogie scolaire et en communication sociale, à l'Université Pontificale Salésienne de Rome. Auparavant, elle avait obtenu sa maîtrise en mathématiques à l'Université catholique de Belo Horizonte et en pédagogie à la Faculté de philosophie Bernardo Sayo.

L'Université catholique de Brasilia accueille 16.500 étudiants, qui accèdent à 25 cours de maîtrise, 21 cours de spécialisation, 9 de master et deux de doctorat.

(apic/vd/bb)

UN CADEAU QUI DURE.  
UN CADEAU QUI INSTRUIT.

A UNE CONNAISSANCE,  
OFFREZ  
UN ABONNEMENT A  
"LA CROIX DU BENIN" ;

Un cadeau

- qui dure,
- qui favorise l'éducation permanente de la foi,
- qui nourrit les solidarités en Église,
- qui n'a pas son pareil chez nous,
- qui...
- qui...
- qui...



## ÉDUCATION - FORMATION

## LE FRANÇAIS EN AFRIQUE : DE JEAN DARD AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE LIBREVILLE

En près de deux siècles, l'enseignement du français en Afrique n'a connu que trois changements majeurs.

1817 : Le français arrive en Afrique

C'est en 1817 que Jean Dard ouvre la première école d'Afrique noire francophone, à Saint-Louis, au Sénégal. Son but est de promouvoir ce qu'on appelle à cette époque « d'enseignement mutuel ». Il s'agit d'une méthode pédagogique qui permet à un seul enseignant de former de très nombreux élèves à la fois. Au Sénégal où il l'expérimente, le succès est immédiat : il crée un attrait des jeunes Sénégalais pour l'école, qui fera rapidement des émules dans les autres colonies. Les enseignements de Jean Dard s'appuient beaucoup sur les langues nationales. Il publie à cet effet, en 1826, un *Dictionnaire français-wolof* et une *Grammaire wolof*. Pendant un siècle, l'enseignement de la langue française en Afrique, principalement orchestrée par les missionnaires, s'inspirera principalement de ce modèle.

Années 1930 : les langues nationales passent de mode

Dans les années 1930, les enseignements en langues nationales sont abandonnés suite à une volonté conjuguée des jeunes scolarisés africains et de l'école coloniale qui se met en place. Les jeunes scolarisés africains considèrent l'enseignement prôné par Jean Dard et ses disciples comme réducteurs, pendant que les colonisateurs, qui veulent former une « élite de collaborateurs », souhaitent une plus grande assimilation des jeunes cadres africains. La transition entraîne une crise profonde de l'enseignement, car de nombreux jeunes ont du mal à apprendre le français. Mais il en sortira tout de même une exceptionnelle quantité de lettrés, qui feront les beaux jours de la littérature africaine des années 1950 et 1960. Les Senghor, Camara Laye, Cheikh Hamidou Kane ou Mongo Beti sont là pour l'illustrer.

Années 1960 : Les programmes s'africanisent

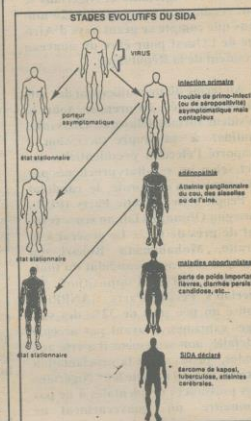
En 1966 à Madagascar, une réunion des ministres de l'Éducation des pays francophones accouche de ce qu'on a appelé la « Réforme des experts de Tananarive ». Elle consiste en l'africanisation tout au moins d'une partie des programmes africains. Des auteurs africains sont introduits dès cette période dans les programmes et la distinction entre littérature africaine et littérature française est clairement faite dans les écoles. Tananarive apporte aussi une petite révolution : l'enseignement devient tout aussi littéraire que thématique. En clair, les programmes de français intègrent l'étude de la forme (le style et le genre) que le fond (le sens, le contenu du texte, etc.).

Les programmes en vigueur continuent de s'appuyer sur cette « Réforme des experts de Tananarive », dont les professeurs de français et tous les autres acteurs de cette langue en Afrique signalaient l'essoufflement depuis la fin des années 1980.

Jackson Nantché-Njiki (MFI)

## PRÉSERVATIFS ET VALEURS DE LA FAMILLE...

(Suite de la page 10)



avons traité l'homme comme s'il s'agissait d'un animal soumis à des soins vétérinaires, incapable de comprendre et de se prendre en charge. Nous avons oublié toutes les énergies qu'il est capable de mettre en jeu lorsqu'il est convaincu que cela en vaut la peine, et que l'effort à déployer pour cela est nécessaire. De la même façon que Malthus s'était trompé 30 dans ses projections parce qu'il n'avait pas pensé que l'homme pourrait multiplier ses ressources grâce à son génie, de la même façon on a commis une erreur en consacrant tous les efforts à une politique de « contention » du VIH/SIDA en se servant pour cela d'une barrière mécanique, indigne de la sexualité humaine, indigne de l'homme.

On peut comprendre le motif qui pousse les autorités sanitaires à distribuer des préservatifs chez les prostituées et leurs clients. Mais ceci correspond à une vision bien limitée de la question, une vision elle-même compliquée des attitudes qui ont facilité le développement du VIH/SIDA. La prévention du VIH/SIDA doit être autre chose, à un autre niveau. Elle doit s'attaquer aux vraies racines du problème : sociales, économiques, politiques, et morales. Elle doit convaincre les populations de la nécessité de changer leurs habitudes, d'adopter un style de vie plus sain et plus conforme au bien de la sexualité humaine. Ceci n'est pas impossible. Il s'agit là d'un choix à faire pour la vie, et pour l'avenir d'un continent qui pourrait autrement perdre son espoir.

Rev. J. Suando

(30) D. B. Marron, *Biology, economics, and models of humanity's future what we have learned since Malthus?*, *Perspectives in Biology and Medicine*, 1999, 42 (2): 195-200.

## CE Q'IL SERAIT BON QUE VOUS SACHIEZ

\* En 2002, le marché mondial de la publicité serait de l'ordre de 466 milliards de dollars soit environ 326,200 milliards de F CFA, selon la firme américaine Madison Avenue. Soit une croissance de 2,2 % par rapport à l'année précédente. Mais ce chiffre est loin du record de 646 milliards de dollars, soit près de 452,200 milliards de F CFA atteint en 2000. Le plus gros annonceur du monde est la société agro-alimentaire et de cosmétique Procter et Gamble. Budget : environ 4 milliards de dollars, soit près de 2.800 milliards de F CFA.

\* 53,5 milliards de dollars, soit environ 37.450 milliards de F CFA par an, tel est le montant des dépenses de santé des pays les moins avancés (PMA).

\* 579,5 millions de tonnes. Telle était, en 2002, la production mondiale de riz paddy. Une production qui s'érige depuis trois ans. En 1999, on avait atteint une récolte record de 611 millions de tonnes.

\* D'après une estimation du bureau international du travail (BIT), le nombre de travailleurs sans emploi dans le monde est de 180 millions. En un an, les rangs des

chômeurs se sont accrus de 20 millions de personnes.

\* 3,2 milliards de dollars, soit près de 2.240 milliards de F CFA. C'est la fortune de l'Africain le plus riche, d'après la liste 2003 du magazine américain Forbes qui établit chaque année le classement des hommes les mieux nantis du monde. Il s'agit du Sud-Africain Nicky Oppenheimer, 104<sup>ème</sup> plus gros fortuné du monde. L'homme le plus fortuné de la planète reste Bill Gates, patron de Microsoft. Il pèse à lui seul 40,7 milliards de dollars, soit environ 28.440 milliards de F CFA.

\* 6 milliards de dollars, soit environ 4.200 milliards de F CFA, telle est l'enveloppe globale que le gouvernement canadien consacrera à la coopération africaine au cours des cinq prochaines années.

\* 19 millions d'euros, environ 13,3 milliards de F CFA, tel est le chiffre d'affaires du rallye Paris-Dakar, dont la 25<sup>ème</sup> édition vient de s'achever.

\* Le budget alloué chaque année aux cinq opérateurs de la Francophonie — AIF, AUF, AIME (Association internationale des Maires francophones), Université Senghor d'Alexandrie et TV5 — s'est élevé jusqu'en 2002 à près

de 198 millions d'euros soit 138,6 milliards de F CFA dont les deux tiers, soit 123,6 millions d'euros, environ 86,52 milliards de F CFA, supportés par la France.

\* Selon les experts francophones, on compte aujourd'hui environ 170 millions de personnes parlant le français, malgré la concurrence anglophone, répartis essentiellement en Europe, en Afrique subsaharienne, au Maghreb et en Amérique du nord. Le français est après l'anglais la langue étrangère la plus enseignée dans le monde et a le statut de langue officielle dans 28 pays.

\* Le continent asiatique est le premier importateur de riz, absorbant, chaque année, plus de la moitié des quantités mises sur le marché. L'Afrique arrive en deuxième position avec 20 % des importations mondiales. La production du continent (17 millions de tonnes en 2002) ne lui assure pas son autosuffisance. Le Nigeria, premier producteur de riz avec 3,4 millions de tonnes récoltées en 2002, est aussi le premier importateur du continent avec 1,5 million de tonnes achetées à l'étranger. Les autres principaux producteurs africains de riz sont : Madagascar (2,3 millions de tonnes), le Mali (926.000 tonnes) et la Guinée (870.000 tonnes).